

## **DÉLIBÉRATION N°CP 2022-082**

### **DU 23 MARS 2022**

#### **POURSUITE DE LA STRATÉGIE RÉGIONALE D'AMÉLIORATION DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code des transports ;

**VU** le code de la route ;

**VU** le code de la voirie routière ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** la loi d'orientation des mobilités (LOM) votée par l'assemblée nationale le 19 novembre 2019 ;

**VU** le décret en Conseil d'État n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du schéma directeur de la région Île-de-France ;

**VU** la délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;

**VU** la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative à la politique régionale en matière de sécurité routière ;

**VU** la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le projet de Contrat de plan État-Région Île-de-France 2015-2020 et notamment son article 3 relatif aux subventions régionales accordées pour les opérations de transport du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale ;

**VU** la délibération n° CP 15-175 du 9 avril 2015 approuvant la convention type relative à la politique régionale de sécurité routière-investissement ;

**VU** la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de plan État-Région 2015-2020 et le Contrat de plan interrégional État-Région Vallée de la Seine 2015-2020, modifiée par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 portant sur les révisions du Contrat de plan État-Région Île-de-France 2015-2020 et du Contrat de plan Interrégional État-Région Vallée de la Seine 2015-2020 et prolongés par avenants approuvés par délibération n°CR n° 2021-004 du 4 février 2021 signés respectivement le 4 mars 2021 et le 29 juin 2021 ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

**VU** la délibération n° CP 16-647 du 13 décembre 2016 approuvant les modalités spécifiques d'application du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » pour les bénéficiaires de subventions régionales, dans le domaine des transports, de plus d'un millions d'euros ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du conseil régional d'Île-de-France du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-

191 du 17 mai 2017 et par délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

**VU** la délibération n° CR 2017-54 du 9 mars 2017 relative à la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route, modifié par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019 portant actualisation du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route en faveur de l'électromobilité ;

**VU** la délibération n° CP 2017-144 du 17 mai 2017 relative aux aménagements de voirie visant à l'amélioration de la sécurité routière, première affectation 2017 ;

**Vu** la délibération n° CP 2017-147 du 17 mai 2017 approuvant la convention de financement relative à l'opération Création d'un giratoire entre la RN36 et la RD235 et aménagement de celui avec la RD231 (carrefour de l'Obélisque) en Seine-et-Marne ;

**VU** la délibération n° CP 2017-151 du 17 mai 2017 approuvant le protocole d'intervention avec l'Etat pour la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route ;

**VU** la séance du 14 mars 2018 de la Conférence Territoriale de l'Action publique ;

**VU** la délibération n° 2020-186 du 27 mai 2020 relative au soutien aux mobilités propres et à la sécurité routière ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

**VU** le budget de la région d'Île-de-France pour 2022 ;

**VU** l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2022-082 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Décide de participer au financement du projet relatif à l'A104- contournement Est de Roissy détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution à l'Etat d'un fonds de concours d'un montant maximum prévisionnel de **16 400 000€**.

Subordonne le versement de ce fonds de concours à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de 16 400 000 € disponible sur le chapitre 908 « Transport » - code fonctionnel 821 « voirie nationale » - programme PR 821-001 « Aménagement des infrastructures de voirie nationale » - 482001051 « Aménagement de voirie nationale » du budget 2022.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité Multimodale »,
- Sous-volet 13 « Opérations sur le réseau routier »,
- Action 131 « Opérations d'optimisation des caractéristiques du réseau routier structurant »,
- Opération 13102 « A104 – Contournement Est de Roissy ».

**Article 2 :**

Décide de participer au financement du projet relatif à la RN10 - requalification de la RN10 en traversée de Trappes-en-Yvelines détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution à l'Etat d'un fonds de concours d'un montant maximum prévisionnel de **8 325 240 €**.

Subordonne le versement de ce fonds de concours à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de 8 325 240 € disponible sur le chapitre 908 « Transport » - code fonctionnel 821 « voirie nationale » - programme PR 821-001 « Aménagement des infrastructures de voirie nationale » - Action 482001051 « Aménagement de voirie nationale » du budget 2022.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité Multimodale »,
- Sous-volet 12 « Opérations multimodales hors Nouveau Grand Paris »,
- Action 121 « Etudes et interventions générales ».
- Opération 12107 « RN10– Requalification de la traversée de Trappes ».

**Article 3 :**

Décide de participer au financement du projet A4/A86 – Protections phoniques Saint-Maurice, Maisons-Alfort et Créteil, détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution à l'Etat d'un fonds de concours d'un montant maximum prévisionnel de **2 500 000 €**.

Subordonne le versement de ce fonds de concours à la signature de la convention jointe en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de 2 500 000 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement » - code fonctionnel 77 « Environnement des infrastructures de transport » - programme PR77-001 « réseau routier » - Action 477001011- Protection contre le bruit du budget 2022.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité Multimodale »,
- Sous-volet 12 « Opérations multimodales hors Nouveau Grand Paris »,
- Action 121 « Etudes et interventions générales ».
- Opération 12104 « A4/A86 – Protections phoniques Saint-Maurice Maisons-Alfort Créteil ».

**Article 4 :**

Décide de participer au financement du projet RN118 – étude de voies réservées détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution à l'Etat d'un fonds de

concours d'un montant maximum prévisionnel de **300 000 €**.

Subordonne le versement de ce fonds de concours à la signature de la convention jointe en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 300 000 € disponible sur le chapitre 908 « Transport » - code fonctionnel 818 « autres transports en commun » - programme PR818-015 « Développement et amélioration des sites propres pour autobus » - Action 481015021 « Voies dédiées sur voies rapides » du budget 2022.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »,
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »,
- Action 112 « Développement du réseau »,
- Opération 11216 « Voies de bus sur réseau structurant ».

#### **Article 5 :**

Décide de participer au financement du projet RN104 – étude de création de voie dédiée détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution à l'Etat d'un fonds de concours d'un montant maximum prévisionnel de **250 000 €**.

Subordonne le versement de ce fonds de concours à la signature de la convention jointe en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 250 000 € disponible sur le chapitre 908 « Transport » - code fonctionnel 818 « autres transports en commun » - programme PR818-015 « Développement et amélioration des sites propres pour autobus » - Action 481015021 « Voies dédiées sur voies rapides » du budget 2022.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »,
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »,
- Action 112 « Développement du réseau »,
- Opération 11216 « Voies de bus sur réseau structurant ».

#### **Article 6 :**

Décide de participer au financement du projet relatif à l'A6 – étude diffuseur et collectrice à Chilly-Mazarin détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution à l'Etat d'un fonds de concours d'un montant maximum prévisionnel de **185 000 €**.

Subordonne le versement de ce fonds de concours à la signature de la convention jointe en annexe 7 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 185 000 € disponible sur le chapitre 908 « Transport » - code fonctionnel 821 « voirie nationale » - programme PR821-001 « Aménagement des infrastructures de voirie nationale » - Action 482001051 « Aménagement de voirie nationale » du budget 2022.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité Multimodale »,
- Sous-volet 12 « Opérations multimodales hors Nouveau Grand Paris »,

- Action 121 « Etudes et interventions générales ».
- Opération 12114 « Résorption de points de congestion (A6, A10, A86) - études».

**Article 7 :**

Décide de participer au financement des études d'aménagement à 2x2 voies de la RN10 en déviation de Rambouillet détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'un fond de concours d'un montant maximum prévisionnel de **100 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 8 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 100 000 € disponible sur le disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 821 « Voirie Nationale » - programme PR821-001 « Aménagement des infrastructures de voirie nationale » - Action 482001051 « Aménagement de voirie nationale » du budget 2022.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité Multimodale »,
- Sous-volet 12 « Opérations multimodales hors Nouveau Grand Paris »,
- Action 121 « Etudes et interventions générales ».
- Opération 12108 « RN10 - Aménagement entre Rambouillet et Ablis - assainissement».

**Article 8:**

Décide de participer au titre du dispositif Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, au financement des projets de management de la mobilité détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de 5 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **215 930 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions types adoptées par les délibérations n° CP 2017-414 du 18 octobre 2017 et n° CP 2018-168 du 30 mai 2018, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 33 900 € disponible sur le chapitre 938 « Transports » - code fonctionnel 80 « Services communs » - programme HP 80-001 « Etudes générales » - action 18000103 « Ecomobilité » du budget 2022.

Affecte une autorisation de programme de 31 300 € disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 810 « Services communs » - programme HP 810-003 « Etudes générales » - action 18100301 « Etudes et expérimentations » du budget 2022.

Affecte une autorisation de programme de 150 730 € disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 818 « Autres transports en commun » - programme HP 818-014 « Études d'amélioration et de développement de l'offre de transport » - 18101401 « PDU : PLD et actions territoriales » du budget 2022.

**Article 9:**

Décide de participer au titre du dispositif « Electromobilité : soutien au développement des

IRVE », au financement des projets détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de 2 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 188 967,35 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions jointes en annexe 9 et 10 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 188 967,35 € disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 824 « voirie communale » - programme HP 824-006 « Aménagement des infrastructures de voirie communale » - action 18200601 « Aménagement de voirie communale » du budget 2022.

#### **Article 10 :**

Décide de participer au titre de l'annexe 6 à la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative à la politique régionale de sécurité routière, au financement des projets détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de 6 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **692 795 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 15-175 du 09 avril 2015 modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 651 900 € disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 825 « Sécurité routière » programme HP 825-004 « Aménagements de sécurité » - action 18200402 « Aménagements de sécurité sur RD » du budget 2022.

Affecte une autorisation de programme de 40 895 € disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 825 « Sécurité routière » programme HP 825-004 « Aménagements de sécurité » - action 18200403 « Aménagements de sécurité sur voiries communales » du budget 2022

#### **Article 11 :**

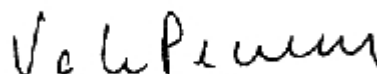
Décide de requalifier l'affectation relative à la subvention d'un montant de **3 500 000 €** pour l'opération de création d'un giratoire entre la RN36 et la RD235 et l'aménagement de celui-ci avec la RD231 (carrefour de l'obélisque) en Seine-et-Marne attribuée à l'Etat par la délibération n° CP 2017-147 du 17 mai 2017 relative à la mise en œuvre du CPER 2015-2020 en autorisation de programme de projet.

Approuve l'avenant n°1 à la convention de financement relative à l'opération : création d'un giratoire entre la RN36 et la RD235 et aménagement de celui avec la RD231 (carrefour de l'Obélisque) en Seine-et-Marne joint en annexe n°11 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 12 :**

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les fiches projets jointes en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 et par la délibération n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

Acte rendu exécutoire le 24 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 24 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1140505-DE-1-1) et affichage ou notification le 24 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

## **ANNEXES A LA DELIBERATION**



## **Annexe 1 : Fiches projets**

**DOSSIER N° 22002072 - ROUTE - A4/A86 PROTECTIONS PHONIQUES SMMAC (94)**

**Dispositif** : Environnement des infrastructures routières nationales (n° 00000336)

**Délibération Cadre** : CR2017-54 du 09/03/2017

**Imputation budgétaire** : 907-77-204114-477001-200

Action : 477001011- Protection contre le bruit

| Libellé base subventionnable                           | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Environnement des infrastructures routières nationales | 8 000 000,00 € TTC                    | 31,25 %             | 2 500 000,00 €                |
|  | <b>Montant total de la subvention</b> |                     | 2 500 000,00 €                |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SECRETARIAT GENERAL DU MTES

Adresse administrative : GRANDE ARCHE  
92000 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Statut Juridique : Service Central D'un Ministère

Représentant : Madame Régine ENGSTRÖM, Secrétaire générale

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 mars 2022 - 1 mars 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le projet s'inscrit dans la mise en œuvre de mesures d'atténuation des nuisances sonores générées par les autoroutes A4 et A86 dans le secteur de Saint-Maurice, Maisons-Alfort et Créteil. Les niveaux de bruit dépassent 70 dB(A) pour certains logements.

L'opération SMMAC est ainsi engagée pour ramener ces nuisances à moins de 65dB(A) de jour (entre 6h et 22h) et moins de 60 dB(A) de nuit (entre 22h et 6h), au moyen d'écrans acoustiques, complétés si besoin par des isolations de façades.

**Détail du calcul de la subvention :**

Cette opération est inscrite pour un montant total de 17 M€ au volet routier du CPER 2015-2020, prorogé jusqu'à 2022 (10 M€ pour l'Etat, 7 M€ pour la Région).

La part régionale pour cette première affectation au titre du CPER 2015-2020 est d'un montant de 2,5 M€.

**Localisation géographique :**

- CRETEIL
- SAINT-MAURICE
- MAISONS-ALFORT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** MOBILITE MULTIMODALE/A4/A86 - Protections phoniques Saint-Maurice Maisons-Alfort Créteil

|  |
|--|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|--|

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) |              |         |
|--------------|--------------|---------|
| Libellé      | Montant      | %       |
| Etudes       | 500 000,00   | 6,25%   |
| Travaux      | 7 500 000,00 | 93,75%  |
| Total        | 8 000 000,00 | 100,00% |

| Recettes (€)                   |              |         |
|--------------------------------|--------------|---------|
| Libellé                        | Montant      | %       |
| Subvention Région (sollicitée) | 2 500 000,00 | 31,25%  |
| Fonds propres                  | 5 500 000,00 | 68,75%  |
| Total                          | 8 000 000,00 | 100,00% |

**DOSSIER N° 22002082 - PMIE - ELABORATION DU PMIE GRAND ORLY / ORLY ADOR (94-91)**

**Dispositif** : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV (n° 00001063)

**Délibération Cadre** : CR2019-047 du 21/11/2019

**Imputation budgétaire** : 908-810-20422-181003-200

Action : 18100301- Etudes et expérimentations

| Libellé base subventionnable  | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV | 36 000,00 € TTC              | 50,00 %             | 18 000,00 €                   |
| Montant total de la subvention  |                              |                     | 18 000,00 €                   |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ADOR ASS GRANDS OPERATEURS POLE ORLY RUNGIS  
Adresse administrative : 3 RUE DE LA CORDERIE  
94550 CHEVILLY-LARUE  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Pierre LEFORT, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 mars 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'Association pour le Développement économique du pôle Orly-Rungis (ADOR) a été créée pour valoriser le pôle d'Orly-Rungis et renforcer son attractivité. Elle fédère les cinq grands opérateurs immobiliers du pôle : Aéroports de Paris, Altaréa-Cogédim, Klépierre, Semmaris, et Icade.

Dans le cadre du Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) Grand Orly signé par l'État, les collectivités territoriales et les acteurs locaux publics et privés afin d'accompagner le développement du territoire en répondant aux objectifs de développement durable, la mission d'établir et d'animer le plan de mobilités inter-employeurs a été confiée à l'ADOR.

Ce plan aura pour objectif d'apporter à chacun des principaux acteurs économiques du pôle Orly-Rungis une vision fine des conditions de déplacements de ses salariés pour permettre la mise en oeuvre de solutions afin d'améliorer significativement la situation à court terme.

La présente affectation a ainsi pour objet d'accompagner l'élaboration d'une part du diagnostic d'accessibilité et d'autre part des orientations d'amélioration de la desserte du territoire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Conformément à la délibération n° CR 2017-54 et au dispositif Plan "anti-bouchon" et pour changer la route, les dépenses éligibles sont de 36 000 € TTC. Sur cette base s'applique un taux maximum de subvention de 50%. La subvention régionale maximale s'établit ainsi à 18 000 €.

**Localisation géographique :**

- CHILLY-MAZARIN
- MORANGIS
- ATHIS-MONS
- JUVISY-SUR-ORGE
- PARAY-VIEILLE-POSTE
- VIRY-CHATILLON
- WISSOUS
- SAVIGNY-SUR-ORGE
- ABLON-SUR-SEINE
- CHEVILLY-LARUE
- CHOISY-LE-ROI
- ORLY
- RUNGIS
- THIAIS
- VALENTON
- VILLENEUVE-LE-ROI
- VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

|  |
|--|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|--|

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) |           |         |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé      | Montant   | %       |
| Etudes       | 36 000,00 | 100,00% |
| Total        | 36 000,00 | 100,00% |

| Recettes (€)                   |           |         |
|--------------------------------|-----------|---------|
| Libellé                        | Montant   | %       |
| Subvention Région (sollicitée) | 18 000,00 | 50,00%  |
| Fonds propres                  | 18 000,00 | 50,00%  |
| Total                          | 36 000,00 | 100,00% |

**DOSSIER N° 22002097 - PMIE - MISE EN OEUVRE DES ACTIONS DU PMIE ORLY'PRO'MOBILITE - ANNEE 1 / 2022 - INV (94)**

**Dispositif** : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV (n° 00001063)

**Délibération Cadre** : CR2019-047 du 21/11/2019

**Imputation budgétaire** : 908-810-20422-181003-200

Action : 18100301- Etudes et expérimentations

| Libellé base subventionnable  | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV | 26 600,00 € TTC              | 50,00 %             | 13 300,00 €                   |
| Montant total de la subvention  |                              |                     | 13 300,00 €                   |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ASSOCIATION ORLY PRO MOBILITE

Adresse administrative : 11 AVENUE HENRI FARMAN  
94310 ORLY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur YANNAEL BILLARD, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 mars 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'association Orly'Pro'Mobilité, regroupant sept entreprises de la plateforme aéroportuaire d'Orly totalisant 10 000 salariés, a porté l'élaboration de leur Plan de Mobilité Inter-Entreprises, finalisé en 2021.

Cette affectation correspond à la réalisation des actions (investissement) de la 1ère année de leur plan d'actions (2022), comprenant :

- Mise à disposition d'une application mobile pour le covoiturage
- Etude pour le déploiement futur d'infrastructures et de stationnements vélo
- Enquête auprès des salariés quant à la création d'une flotte de vélos partagée

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Conformément à la délibération n° CR 2017-54 et au dispositif Plan "anti-bouchon" et pour changer la route, les dépenses éligibles sont de 26 600 € TTC. Sur cette base s'applique un taux maximum de subvention de 50%. La subvention régionale maximale s'établit ainsi à 13 300 €.

**Localisation géographique :**

- ORLY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

|  |
|--|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|--|

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€)                    |           |         |
|---------------------------------|-----------|---------|
| Libellé                         | Montant   | %       |
| Mise en oeuvre des actions 2022 | 26 600,00 | 100,00% |
| Total                           | 26 600,00 | 100,00% |

| Recettes (€)                   |           |         |
|--------------------------------|-----------|---------|
| Libellé                        | Montant   | %       |
| Subvention Région (sollicitée) | 13 300,00 | 50,00%  |
| Fonds propres                  | 13 300,00 | 50,00%  |
| Total                          | 26 600,00 | 100,00% |

**DOSSIER N° 22002109 - PMIE - MISE EN OEUVRE DES ACTIONS DU PMIE ORLY'PRO'MOBILITE - ANNEE 1 / 2022 - FCT (94)**

**Dispositif** : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - FCT (n° 00001064)

**Délibération Cadre** : CR2017-54 du 09/03/2017

**Imputation budgétaire** : 938-80-6574-180001-200

Action : 18000103- Ecomobilité

| Libellé base subventionnable  | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - FCT | 36 700,00 € TTC              | 50,00 %             | 18 350,00 €                   |
| Montant total de la subvention  |                              |                     | 18 350,00 €                   |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ASSOCIATION ORLY PRO MOBILITE

Adresse administrative : 11 AVENUE HENRI FARMAN  
94310 ORLY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur YANNAEL BILLARD, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 mars 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'association Orly'Pro'Mobilité, regroupant sept entreprises de la plateforme aéroportuaire d'Orly totalisant 10 000 salariés, a porté l'élaboration de leur Plan de Mobilité Inter-Entreprises, finalisé en 2021.

Cette affectation correspond à la réalisation des actions (fonctionnement) de la 1ère année de leur plan d'actions (2022), comprenant :

- Promotion du plan de mobilité auprès d'autres entreprises du territoire
- Mise en oeuvre d'un programme d'actions lors de la semaine de la mobilité
- Promotion des modes alternatifs à la voiture individuelle
- Promotion de l'usage du vélo
- Formation à l'éco-conduite
- Communications diverses (forfait mobilité durable, aides à l'achat de véhicules bas carbone ...)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de



cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Conformément à la délibération n° CR 2017-54 et au dispositif Plan "anti-bouchon" et pour changer la route, les dépenses éligibles sont de 36 700 € TTC. Sur cette base s'applique un taux maximum de subvention de 50%. La subvention régionale maximale s'établit ainsi à 18 350 €.

**Localisation géographique :**

- ORLY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

|  |
|--|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|--|

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€)                      |           |         |
|-----------------------------------|-----------|---------|
| Libellé                           | Montant   | %       |
| Mise en oeuvre actions<br>année 1 | 36 700,00 | 100,00% |
| Total                             | 36 700,00 | 100,00% |

| Recettes (€)                      |           |         |
|-----------------------------------|-----------|---------|
| Libellé                           | Montant   | %       |
| Subvention Région<br>(sollicitée) | 18 350,00 | 50,00%  |
| Fonds propres                     | 18 350,00 | 50,00%  |
| Total                             | 36 700,00 | 100,00% |

**DOSSIER N° 22001998 - Elaboration du plan local de mobilité de l'établissement public territorial Est Ensemble (93)**

**Dispositif** : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV (n° 00001063)

**Délibération Cadre** : CR2019-047 du 21/11/2019

**Imputation budgétaire** : 908-818-204142-181014-200

Action : 18101401- PDU : PLD et actions territoriales

| Libellé base subventionnable  | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV | 301 460,00 € HT                       | 50,00 %             | 150 730,00 €                  |
|   | <b>Montant total de la subvention</b> |                     | 150 730,00 €                  |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : EST ENSEMBLE  
Adresse administrative : 100 AVENUE GASTON ROUSSEL  
93230 ROMAINVILLE  
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local  
Représentant : Monsieur Patrice BESSAC, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 mars 2022 - 31 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'Etablissement public territorial (EPT) Est Ensemble est engagé depuis plusieurs années en faveur d'une mobilité durable, au travers de son plan local de déplacements (PLD) 2015-2020, arrivé à échéance le 15 décembre 2020. Conformément à la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) qui prévoit le remplacement des PLD en Plan Locaux de Mobilité (PLM) et rend obligatoire leur élaboration par les intercommunalités au 1er janvier 2021, Est Ensemble souhaite évaluer son PLD et élaborer son PLM.

La présente demande de subvention concerne les dépenses relatives aux études permettant d'évaluer le PLD et élaborer le prochain PLM.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

S'agissant d'un plan local de déplacement, relevant de la thématique management de la mobilité du plan anti-bouchon et pour changer la route, la participation maximale de la Région est égale à 50% de la dépense supportée par le maître d'ouvrage, hors subvention provenant de tiers. Le budget total de la révision du PLD s'élève à 357 200 € HT. Est Ensemble perçoit une subvention d'IDFM de 55 740 €. La dépense supportée par le maître d'ouvrage, hors subvention d'IDFM s'élève donc à 357 200 € - 55 740 € = 301 460 €. La participation de la Région est égale à 50% de ce reste à charge, soit 301 460 € \* 50% = 150 730 €.

**Localisation géographique :**

- EST ENSEMBLE (EPT8)

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

|  |
|--|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|--|

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€)         |            |         |
|----------------------|------------|---------|
| Libellé              | Montant    | %       |
| Etudes et recherches | 357 200,00 | 100,00% |
| Total                | 357 200,00 | 100,00% |

| Recettes (€)                   |            |         |
|--------------------------------|------------|---------|
| Libellé                        | Montant    | %       |
| Subvention Région (sollicitée) | 150 730,00 | 42,20%  |
| Subvention IDFM (sollicitée)   | 55 740,00  | 15,60%  |
| Fonds propres                  | 150 730,00 | 42,20%  |
| Total                          | 357 200,00 | 100,00% |

**DOSSIER N° 22002073 - ROUTE - RN104- ETUDE DE CREATION VOIE DEDIEE (91)**

**Dispositif** : CPER - Voies réservées sur réseau structurant (n° 00001093)

**Délibération Cadre** : CR53-15 modifié par CR123-16 du 15/12/2016

**Imputation budgétaire** : 908-818-204113-481015-200

Action : 481015021- Voies dédiées sur voies rapides

| Libellé base subventionnable                  | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| CPER - Voies réservées sur réseau structurant | 500 000,00 € TTC                      | 50,00 %             | 250 000,00 €                  |
|   | <b>Montant total de la subvention</b> |                     | 250 000,00 €                  |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SECRETARIAT GENERAL DU MTES  
Adresse administrative : GRANDE ARCHE  
92000 PARIS LA DEFENSE CEDEX  
Statut Juridique : Service Central D'un Ministère  
Représentant : Madame Régine ENGSTRÖM, Secrétaire générale

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 mars 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du développement de l'usage multimodal des voiries autoroutières afin de diminuer la part des véhicules particuliers dans les déplacements en Île-de-France. Il fait partie du programme prioritaire de réalisation des voies bus sur le réseau structurant, décidé par le Secrétaire d'État chargé des transports et de la pêche en juin 2014 et figurant au Contrat de plan État-Région (CPER) 2015/2020.

Le projet correspond à l'aménagement d'une voie dédiée aux bus et/ou au covoiturage sur la RN104. Le projet consiste à aménager une voie dédiée sur la RN104 extérieure par ajout d'une voie supplémentaire aux deux voies de circulation existante entre les communes de Saint-Michel-sur-Orge et de Bondoufle. Il s'agit du corridor dit « N104 Évry ». Les premières études orientent vers une voie type VR2/3+ (autorisée aux covoitureurs, TC, taxis et véhicules à faible émission).

Les études relevant du présent projet correspondent à :

- la réalisation des études d'opportunité puis de maîtrise d'œuvre jusqu'à la phase de conception détaillée, préalables au lancement des travaux ;
- la réalisation des reconnaissances et diagnostics de terrain nécessaires à ces études : topographie, géotechnique, hydrogéologie, comptages de trafic etc. ;
- la réalisation de menus travaux nécessaires à ces reconnaissances de terrain : débroussaillage et balisage pour neutralisation de voies circulées.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération prise en compte pour calculer le fonds de concours versé par la Région (montant co-financé) s'élève à 500 000 € TTC.

La Région s'engage dans le cadre du CPER 2015/2020 à financer ce projet à un taux de 50 % du montant pris en compte pour calculer le fonds de concours soit une participation financière régionale d'un montant maximum de 250 000 €.

**Localisation géographique :**

- BONDOUFLE
- SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
- SAINT-MICHEL-SUR-ORGE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** MOBILITE MULTIMODALE/Voies de bus sur réseau structurant

|  |
|--|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|--|

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€)   |            |         |
|--|------------|---------|
| Libellé  | Montant    | %       |
| Etudes d'opportunité                                   | 175 000,00 | 35,00%  |
| Reconnaitances de terrain, débroussaillage et balisage | 125 000,00 | 25,00%  |
| Etudes de maîtrise d'œuvre                             | 200 000,00 | 40,00%  |
| Total  | 500 000,00 | 100,00% |

| Recettes (€)                   |            |         |
|--------------------------------|------------|---------|
| Libellé                        | Montant    | %       |
| Subvention Région (sollicitée) | 250 000,00 | 50,00%  |
| fonds propre (Etat)            | 250 000,00 | 50,00%  |
| Total                          | 500 000,00 | 100,00% |

**DOSSIER N° 22002154 - ROUTE - Etude voies réservées RN118 Sud (91)**

**Dispositif** : CPER - Voies réservées sur réseau structurant (n° 00001093)

**Délibération Cadre** : CR53-15 modifié par CR123-16 du 15/12/2016

**Imputation budgétaire** : 908-818-204113-481015-200

Action : 481015021- Voies dédiées sur voies rapides

| Libellé base subventionnable                  | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| CPER - Voies réservées sur réseau structurant | 600 000,00 € TTC                      | 50,00 %             | 300 000,00 €                  |
|   | <b>Montant total de la subvention</b> |                     | 300 000,00 €                  |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SECRETARIAT GENERAL DU MTES  
Adresse administrative : GRANDE ARCHE  
92000 PARIS LA DEFENSE CEDEX  
Statut Juridique : Service Central D'un Ministère  
Représentant : Madame Régine ENGSTRÖM, Secrétaire générale

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 mars 2022 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du développement du covoiturage et de l'usage multimodal des voiries autoroutières afin de diminuer la part des véhicules particuliers et notamment l'autosolisme. Ce projet avait été identifié dans le cadre du programme de réalisation des voies bus sur le réseau structurant, figurant au Contrat de plan État-Région (CPER) 2015/2020. La révision du schéma directeur des voies réservées est en cours et, dans ce cadre, il a été confirmé l'intérêt d'étudier l'aménagement de voies réservées sur la RN118 au sud de l'A86 sur les sections suivantes :

- « VR Bièvres sens 1 » située au Sud de Bièvres entre le PR 4 et le PR 6.800, dans le sens Paris/Province ;
- « VR Saclay sens 1 » située au Sud de Saclay entre le PR 7.300 et le PR 9, dans le sens Paris/Province ;
- « VR Saclay sens 2 » située au droit de Saclay entre le PR 10 et le PR 3, dans le sens Province/Paris ;
- « VR Les Ulis sens 2 » située au droit des Ulis entre le PR 15 et le PR 12.500, dans le sens Province/Paris.

Les études relevant de ce projet correspondent à :

- la réalisation des études préliminaires d'opportunité et de faisabilité approfondies faisant suite aux études de la révision de Schéma Directeur des Voies Réservées ;
- la réalisation des études préalables au lancement des travaux ;

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération prise en compte pour calculer le fonds de concours versé par la Région (montant co-financé) s'élève à 600 000€ TTC.

La Région finance ce projet à un taux de 50 % du montant pris en compte pour calculer le fonds de concours soit une participation financière régionale d'un montant maximum de 300 000€.

**Localisation géographique :**

- ESSONNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** MOBILITE MULTIMODALE/Voies de bus sur réseau structurant

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€)                  |            |         |
|-------------------------------|------------|---------|
| Libellé                       | Montant    | %       |
| Etudes d'opportunité          | 300 000,00 | 50,00%  |
| Etudes et prestations annexes | 100 000,00 | 16,67%  |
| Etudes environnementales      | 200 000,00 | 33,33%  |
| Total                         | 600 000,00 | 100,00% |

| Recettes (€)                                       |            |         |
|--|------------|---------|
| Libellé  | Montant    | %       |
| Subvention Région (sollicitée)                     | 300 000,00 | 50,00%  |
| Fonds propres restant à charge du maitre d'ouvrage | 300 000,00 | 50,00%  |
| Total  | 600 000,00 | 100,00% |

**DOSSIER N° 22001993 - REQUALIFICATION DE LA RN10 EN TRAVERSEE DE TRAPPES-EN-YVELINES - POSTE 1 - 4EME AFFECTATION (78)**

**Dispositif** : CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale (n° 00001067)

**Délibération Cadre** : CR123-16 du 15/12/2016

**Imputation budgétaire** : 908-821-204113-482001-200

Action : 482001051- Aménagement de voirie nationale

| Libellé base subventionnable                               | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale | 30 800 000,00 € TTC                   | 27,03 %             | 8 325 240,00 €                |
|  | <b>Montant total de la subvention</b> |                     | 8 325 240,00 €                |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SECRETARIAT GENERAL DU MTES

Adresse administrative : GRANDE ARCHE  
92000 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Statut Juridique : Service Central D'un Ministère

Représentant : Madame Régine ENGSTRÖM, Secrétaire générale

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 juin 2022 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Suite aux trois premières conventions relatives aux acquisitions foncières, études et travaux préparatoires, cette quatrième affectation permet :

- La réalisation des travaux préparatoires au chantier de la tranchée centrale : condamnation du passage piéton souterrain, construction d'une passerelle piétonne provisoire, libération d'emprises en vue de la construction des chaussées provisoires ;

- La réalisation des travaux d'enfouissement de la RN10 dans le sens Province > Paris dans la tranchée centrale, y compris constitution d'une chaussée provisoire permettant le maintien d'une circulation à 2x2 voies sur la RN10 durant tout le chantier de la tranchée centrale ;

- La fin des travaux du giratoire RN10/RD912.

**Détail du calcul de la subvention :**

Dans le cadre du protocole d'accord pour le financement de la requalification de la RN10, l'État, la Région, le Département, Saint-Quentin-en-Yvelines (SQY) et la Commune de Trappes ont convenu de financer ce projet au titre du CPER 2015/2020 selon la clé de répartition suivante :



- Etat .....45,41%
- Région .....27,03%
- SQY.....14,59%
- Département CD78.....10,81%
- Commune de Trappes.....2,16%

La base éligible de cette nouvelle affectation s'élevant à 30 800 000 € TTC, la participation régionale est fixée à 8 325 240 €.

**Localisation géographique :**

- TRAPPES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** MOBILITE MULTIMODALE/RN10 - Requalification de la traversée de Trappes

|  |
|--|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|--|

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| <b>Dépenses (€)</b>                                   |               |         |
|---|---------------|---------|
| Libellé   | Montant       | %       |
| Travaux préparatoires                                 | 3 000 000,00  | 9,74%   |
| Travaux d'enfouissement dans le sens Province > Paris | 26 000 000,00 | 84,42%  |
| Fin des travaux du giratoire RN10/RD912               | 1 800 000,00  | 5,84%   |
| Total   | 30 800 000,00 | 100,00% |

| <b>Recettes (€)</b>                          |               |         |
|--|---------------|---------|
| Libellé                                      | Montant       | %       |
| Subvention Région (sollicitée)               | 8 325 240,00  | 27,03%  |
| Fonds propres Etat                           | 13 986 280,00 | 45,41%  |
| Subvention CD78 (sollicitée)                 | 3 329 480,00  | 10,81%  |
| Subvention Intercommunalité SQY (sollicitée) | 4 493 720,00  | 14,59%  |
| Subvention Commune de Trappes (sollicitée)   | 665 280,00    | 2,16%   |
| Total  | 30 800 000,00 | 100,00% |

**DOSSIER N° 22001994 - ETUDES DE L'AMENAGEMENT A 2X2 VOIES DE LA RN10 EN DEVIATION DE RAMBOUILLET (78)**

**Dispositif** : CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale (n° 00001067)

**Délibération Cadre** : CR123-16 du 15/12/2016

**Imputation budgétaire** : 908-821-204113-482001-200

Action : 482001051- Aménagement de voirie nationale

| Libellé base subventionnable                               | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale | 200 000,00 € TTC                      | 50,00 %             | 100 000,00 €                  |
|  | <b>Montant total de la subvention</b> |                     | 100 000,00 €                  |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SECRETARIAT GENERAL DU MTES

Adresse administrative : GRANDE ARCHE  
92000 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Statut Juridique : Service Central D'un Ministère

Représentant : Madame Régine ENGSTRÖM, Secrétaire générale

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 mars 2022 - 30 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le programme général de travaux de doublement de la RN10 en déviation de Rambouillet comporte la suppression du demi-diffuseur des Eveuses, et la réalisation d'une voie de désenclavement entre la RD906 et la RD936, à l'Est de la RN10.

La DUP de 2018 prévoyait la réalisation de voies latérales en compensation de la suppression du demi-échangeur des Eveuses. Ces travaux connexes, qui nécessitaient leur propre déclaration d'utilité publiques, n'ont pas été réalisés pour des raisons financières et d'acceptabilité. La remise en cause de ce parti d'aménagement peut se faire par l'alternative suivante :

- soit le maintien du demi-diffuseur des Eveuses, moyennant sa mise aux normes de sécurité routière ;
- soit la suppression, partielle ou totale, de ce demi-diffuseur, et le report du trafic sur une voie de désenclavement à créer, avec plusieurs tracés à explorer.

Ces solutions doivent être explorées avec suffisamment de précision pour, d'une part s'assurer de leur conformité aux règles de sécurité routière, et d'autre part apprécier finement les impacts sur l'environnement, y compris humain et foncier, de manière à statuer sur les autorisations à solliciter ultérieurement pour les mettre en œuvre.

Elles devront le cas échéant faire l'objet d'une concertation pour s'assurer de leur acceptabilité par les

riverains concernés.

Les études et travaux relevant de la présente convention correspondent à :

- la réalisation d'études d'opportunité de variantes de traitement du demi-diffuseur des Eveuses ;
- la réalisation des reconnaissances et diagnostics de terrain nécessaires à ces études : topographie, comptages de trafic etc ;
- la réalisation de menus travaux nécessaires à ces reconnaissances de terrain : débroussaillage et balisage pour neutralisation de voies circulées ;
- les frais de concertation.

#### Détail du calcul de la subvention :

Au stade des études de conception détaillée, le coût de la première phase de travaux de l'opération d'aménagement à 2x2 voies de la RN10 en déviation de Rambouillet est estimé à 2,5 M€ TTC.

L'État et la Région conviennent de financer à part égales les études d'opportunité de traitement du demi-diffuseur des Eveuses, dans le cadre de la mise à 2x2 voies de la RN10 en déviation de Rambouillet.

Le plan de financement est ainsi arrêté pour un montant de 200 000 € TTC à raison de :

- État = 100 000 €
- Région = 100 000 €

#### Localisation géographique :

- RAMBOUILLET

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** MOBILITE MULTIMODALE/RN10 - Aménagement entre Rambouillet et Ablis - assainissement -

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€)              |            |         |
|---------------------------|------------|---------|
| Libellé                   | Montant    | %       |
| Etudes d'opportunité      | 150 000,00 | 75,00%  |
| Reconnaissance du terrain | 25 000,00  | 12,50%  |
| Frais de concertation     | 25 000,00  | 12,50%  |
| Total                     | 200 000,00 | 100,00% |

| Recettes (€)                   |            |         |
|--------------------------------|------------|---------|
| Libellé                        | Montant    | %       |
| Subvention Région (sollicitée) | 100 000,00 | 50,00%  |
| Fonds propres (Etat)           | 100 000,00 | 50,00%  |
| Total                          | 200 000,00 | 100,00% |

**DOSSIER N° 22002074 - ROUTE - A6 -ETUDE OPPORTUNITE DIFFUSEUR ET COLLECTRICE A CHILLY-MAZARIN (91)**

**Dispositif** : CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale (n° 00001067)

**Délibération Cadre** : CR123-16 du 15/12/2016

**Imputation budgétaire** : 908-821-204113-482001-200

Action : 482001051- Aménagement de voirie nationale

| Libellé base subventionnable                               | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale | 300 000,00 € TTC                      | 61,67 %             | 185 000,00 €                  |
|  | <b>Montant total de la subvention</b> |                     | 185 000,00 €                  |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SECRETARIAT GENERAL DU MTES

Adresse administrative : GRANDE ARCHE  
92000 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Statut Juridique : Service Central D'un Ministère

Représentant : Madame Régine ENGSTRÖM, Secrétaire générale

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 mars 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'opération de « résorption de points de congestion (A6/A10/A86) – Etudes » inscrit aux études et interventions générales du volet mobilité du contrat de plan Etat - Région en Île-de-France 2015-2020.

Il consiste en la création d'un nouveau diffuseur sur l'A6 à Wissous et d'une collectrice sur l'A6 sens Paris-Provence à hauteur de Chilly-Mazarin et a pour objectif de fluidifier et sécuriser la circulation sur l'A6 et sur le réseau viaire local.

Une première phase d'études d'opportunité, réalisée sous maîtrise d'ouvrage DiRIF en 2021 pour un montant de 70 k€ TTC et financée 100% par l'Etat, a permis d'apprécier la faisabilité et l'opportunité de ces deux objets. La présente convention permet de poursuivre les études sur le projet de collectrice pour lequel l'intérêt de l'État, la Région et des collectivités locales est partagé.

Les études et travaux relevant du présent projet correspondent à :

- la réalisation d'études d'opportunité des phases 1 et 2 préalables à une concertation et une décision ministérielle en opportunité ;
- la réalisation des reconnaissances et diagnostics de terrain nécessaires à ces études : topographie, comptages de trafic etc ;

- la réalisation de menus travaux nécessaires à ces reconnaissances de terrain : débroussaillage et balisage pour neutralisation de voies circulées.
- Les frais de concertation au titre du code de l'urbanisme ou de l'environnement selon le cas.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des études d'opportunité est estimé à 370 000 €. La Région s'engage dans le cadre du CPER 2015/2020 à financer ce projet à un taux de 50 %.

Le montant de la subvention est donc de  
 $370\,000\text{€} \times 50\% = 185\,000\text{€}$ .

Or une 1ère phase de ces études estimée à 70 000 € a été réalisée par la DIRIF et financée à 100% par l'Etat.

Le montant restant à cofinancer est estimé à 300 000 €. Compte tenu du financement de la 1ère phase à 100% de l'Etat, la répartition financière de cette 2ème phase est la suivante

- Région : 185 000 € soit 61,67%
- Etat : 115 000€ soit 38,33%

#### Localisation géographique :

- CHILLY-MAZARIN

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** MOBILITE MULTIMODALE/Résorption de points de congestion (A6, A10, A86) - études

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€)              |            |         |
|---------------------------|------------|---------|
| Libellé                   | Montant    | %       |
| Etudes d'opportunité      | 150 000,00 | 50,00%  |
| Reconnaisances de terrain | 75 000,00  | 25,00%  |
| Frais de concertation     | 75 000,00  | 25,00%  |
| Total                     | 300 000,00 | 100,00% |

| Recettes (€)                   |            |         |
|--------------------------------|------------|---------|
| Libellé                        | Montant    | %       |
| Subvention Région (sollicitée) | 185 000,00 | 61,67%  |
| Fonds propres (Etat)           | 115 000,00 | 38,33%  |
| Total                          | 300 000,00 | 100,00% |

**DOSSIER N° 22002084 - ROUTE - CONTOURNEMENT EST DE ROISSY - 7E AFFECTATION**

**Dispositif** : CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale (n° 00001067)

**Délibération Cadre** : CR123-16 du 15/12/2016

**Imputation budgétaire** : 908-821-204113-482001-200

Action : 482001051- Aménagement de voirie nationale

| Libellé base subventionnable                               | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale | 30 400 000,00 € TTC          | 53,95 %             | 16 400 000,00 €               |
| Montant total de la subvention                             |                              |                     | 16 400 000,00 €               |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SECRETARIAT GENERAL DU MTES  
Adresse administrative : GRANDE ARCHE  
92000 PARIS LA DEFENSE CEDEX  
Statut Juridique : Service Central D'un Ministère  
Représentant : Madame Régine ENGSTRÖM, Secrétaire générale

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 mars 2022 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Dans les départements du Val-d'Oise et de Seine-et-Marne, l'opération de contournement de Roissy entre la RN2 et la RN104, au niveau de l'échangeur A1, doit permettre d'assurer le bouclage de la Francilienne. Ce tronçon fait actuellement défaut entre la liaison Cergy-Roissy qui prend fin au niveau de l'autoroute A1 au Nord-Ouest, et de la Francilienne Est (A104) qui débouche actuellement sur la RN2 au Sud-Est. Il pénalise également les usagers en provenance de Seine-et-Marne depuis la RN2 et la RN3 pour accéder à la plate-forme aéroportuaire.

La présente convention (la septième dans le cadre du CPER 2015-2020 prolongé) porte sur les études et travaux nécessaires à la poursuite de l'opération.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le projet est estimé à 240 M€ TTC, dont 191,1 M€ sur le CPER. Dans le cadre du CPER, la Région finance le projet à hauteur de 85,3 M€ dont 68,9 M€ ont déjà été affectés (soit 16,4 M€ de reste à financer).

Dans le même temps, l'Etat apporte 14 M€.

**Localisation géographique :**

- MAUREGARD
- LE MESNIL-AMELOT
- MITRY-MORY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** MOBILITE MULTIMODALE/A104 - Contournement Est de Roissy**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| <b>Dépenses (€)</b> |               |         |
|---------------------|---------------|---------|
| Libellé             | Montant       | %       |
| Etudes et travaux   | 30 400 000,00 | 100,00% |
| Total               | 30 400 000,00 | 100,00% |

| <b>Recettes (€)</b>            |               |         |
|--------------------------------|---------------|---------|
| Libellé                        | Montant       | %       |
| Subvention Région (sollicitée) | 16 400 000,00 | 53,95%  |
| Etat (Fonds propres)           | 14 000 000,00 | 46,05%  |
| Total                          | 30 400 000,00 | 100,00% |

**DOSSIER N° 22002141 - ELECTROMOBILITE - SIPPEREC - INSTALLATION - SUBVENTION N°8**

**Dispositif** : Electromobilité : soutien au développement des IRVE (n° 00001189)

**Délibération Cadre** : CR2019-047 du 21/11/2019

**Imputation budgétaire** : 908-824-204181-182006-200

Action : 18200601- Aménagement de voirie communale

| Libellé base subventionnable                        | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Electromobilité : soutien au développement des IRVE | 255 800,70 € HT                       | 50,00 %             | 127 900,35 €                  |
|   | <b>Montant total de la subvention</b> |                     | 127 900,35 €                  |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SIPPEREC SYNDICAT INTERCOMMUNAL  
DE LA PERIPHERIE DE PARIS POUR  
L'ELECTRICITE ET LES RESEAUX DE  
COMMUNICATION

Adresse administrative : 173 RUE DE BERCY  
75012 PARIS

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

Représentant : Monsieur Jacques JP MARTIN, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 mars 2022 - 1 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le SIPPEREC est un syndicat d'énergie francilien, qui comprend 115 collectivités adhérentes. Il offre à ses adhérents la possibilité de lui transférer leur compétence en infrastructures de recharge de véhicules électriques (IRVE).

Dans ce cadre, le SIPPEREC propose aux communes de prendre à sa charge la remise en service (principalement pour les bornes Autolib') ou l'installation puis l'exploitation du réseau de recharge sur leur territoire.

Cette huitième subvention porte sur les 2 communes suivantes qui ont transféré au SIPPEREC leur compétence IRVE, et pour lesquelles des études stratégiques ont été menées en interne par le SIPPEREC :

- Seine-Seine-Denis (93) : Aubervilliers ;
- Val-de-Marne (94) : Sucy-en-Brie.

Les travaux concernent dans ces 2 villes :

- la mise à niveau d'une (1) ancienne station Autolib (soit 6 points de charge) à 7 kVA,



- l'installation de 24 nouvelles stations (soit 48 points de charge) à 7 ou 22 kVA (courant alternatif).

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la subvention régionale est calculé selon le dispositif régional pour l'électromobilité voté dans la délibération CR 2019-047 du 21 novembre 2019. A ce titre, la Région subventionne les travaux à hauteur de 50% maximum des dépenses subventionnables. Pour les bornes de puissance inférieure ou égale à 22kVA, la dépense subventionnable est plafonnée à 5 000 € HT par point de charge.

Le coût pour la mise à niveau des installations à 7,4 kVA est estimé à 28 548 € HT pour 6 points de charge. Le plafond de dépense subventionnable n'est pas atteint.

Le coût pour les nouvelles installations jusqu'à 22 kVA est estimé à 227 252,70 € HT pour 48 points de charge. Le plafond de dépense subventionnable n'est pas atteint.

La dépense subventionnable totale pour les travaux de mise à niveau et d'installation d'IRVE sur les 2 communes s'élève donc à 255 800,70 € HT.

La subvention régionale proposée s'élève ainsi à 127 900,35 € (50% x 255 800,70 €).

#### Localisation géographique :

- AUBERVILLIERS
- SUCY-EN-BRIE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) |            |         |
|--------------|------------|---------|
| Libellé      | Montant    | %       |
| Travaux      | 255 800,70 | 100,00% |
| Total        | 255 800,70 | 100,00% |

| Recettes (€)                   |            |         |
|--------------------------------|------------|---------|
| Libellé                        | Montant    | %       |
| Subvention Région (sollicitée) | 127 900,35 | 50,00%  |
| Fonds propres                  | 127 900,35 | 50,00%  |
| Total                          | 255 800,70 | 100,00% |

**DOSSIER N° 22002216 - ELECTROMOBILITE - SIGEIF - INSTALLATION - SUBVENTION N°7**

**Dispositif** : Electromobilité : soutien au développement des IRVE (n° 00001189)

**Délibération Cadre** : CR2019-047 du 21/11/2019

**Imputation budgétaire** : 908-824-204181-182006-200

Action : 18200601- Aménagement de voirie communale

| Libellé base subventionnable                        | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Electromobilité : soutien au développement des IRVE | 2 120 674,00 € HT                     | 50,00 %             | 1 061 067,00 €                |
|   | <b>Montant total de la subvention</b> |                     | 1 061 067,00 €                |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SIGEIF SYNDICAT INTERCOMMUNAL  
POUR LE GAZ ET L ELECTRICITE EN ILE  
DE FRANCE

Adresse administrative : 64 B RUE DE MONCEAU  
75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal

Représentant : Monsieur Jean-Jacques GUILLET, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 mars 2022 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France (SIGEIF) intervient historiquement en tant qu'autorité organisatrice du service public de distribution d'énergie : 186 communes d'Ile-de-France sont adhérentes du SIGEIF.

Le SIGEIF propose désormais également aux collectivités qui le souhaitent de lui transférer leur compétence Infrastructure de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE). Cette compétence recouvre la création, l'entretien et l'exploitation des IRVE.

Pour chaque commune qui lui transfèrera sa compétence IRVE, le SIGEIF mène une étude stratégique d'implantation à l'échelle de la commune avant d'engager les travaux. Il s'agit d'identifier les besoins y compris les besoins des professionnels et véhicules utilitaires, en prenant en compte les bornes existantes sur le territoire et les communes voisines, leur utilisation et leur tarification.

L'objectif est de définir des implantations pour de futures IRVE et des puissances qui soient justifiées d'un point de vue social et économique. Un usage important des IRVE est donc recherché, par une rotation importante ou par un usage régulier par un certain nombre d'usagers.

La présente demande de subvention concerne les études stratégiques pour la réalisation d'un schéma stratégique d'implantation d'IRVE sur la commune des Loges-en-Josas dans les Yvelines (78).

Ces crédits serviront également pour la réalisation de travaux dans les neuf (9) communes suivantes, qui ont transféré au SIGEIF leur compétence IRVE, et pour lesquelles des études stratégiques ont été menées avec cofinancement régional :

- Yvelines (78) : Maisons-Laffitte,
- Essonne (91) : Verrières-le-Buisson,
- Hauts-de-Seine (92) : Bagneux, Suresnes
- Seine-Saint-Denis (93) : Bondy, Rosny-sous-Bois ;
- Val d'Oise (95) : Argenteuil, Saint-Gratien, Villiers-le-Bel.

Les travaux concernent :

- la mise à niveau de 11 anciennes stations Autolib (soit 59 points de charge),
- l'installation de 113 nouvelles bornes, dont :
  - \* 3 bornes à 50 kW courant continu (soit 6 points de charge),
  - \* 54 bornes à 24 kW courant continu (soit 108 points de charge),
  - \* 56 bornes à 7/22 kW en courant alternatif (soit 112 points de charge).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### **Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de la subvention régionale est calculé selon le dispositif régional pour l'électromobilité voté dans la délibération CR 2019-047. A ce titre, la Région subventionne les travaux et les études à hauteur de 50% maximum des dépenses subventionnables.

Pour les bornes de puissance inférieure ou égale à 22kW, la subvention est plafonnée à 2 500 € par point de charge, soit 5 000 € de dépenses subventionnables.

Pour les bornes de puissance supérieure à 22 kW, il n'y pas de plafond de subvention, mais les bornes doivent être implantées à proximité du Réseau Routier d'Intérêt Régional (RRIR).

Concernant les études dans la commune des Loges-en-Josas :

Le montant des études est estimé à 1 460 € HT.

La participation régionale pour les études s'élève ainsi à 730 € (50% x 1 460 €).

Concernant les travaux dans les 9 communes :

- Le coût des travaux pour la mise à niveau des bornes à 7 kW est estimé à 254 723 € HT pour 59 points de charge. Le plafond de subvention n'est pas atteint.

La subvention régionale proposée s'élève donc à 127 361,50 € (50% x 254 723 €).

- Le coût des travaux pour l'installation de nouvelles bornes jusqu'à 22 kW est estimé à 657 384 € HT pour 112 points de charge. Le plafond de subvention est dépassé (dépenses subventionnables de 5 869,50 € par point de charge). La dépense subventionnable pour ces bornes sera donc de 560 000 € (5 000 € x 112 points de charge).

La subvention régionale proposée s'élève donc à 280 000 € (50% x 560 000 €).

- Le coût des travaux pour l'installation de nouvelles bornes au-delà de 22 kW est estimé à 1 305 951 € HT pour 114 points de charge.

L'ensemble des bornes nouvelles de 24 kW et 50 kW sont implantées à maximum 1 km ou 5 minutes d'un axe du RRIR. Ces bornes sont donc subventionnables.

La subvention régionale proposée s'élève donc à 652 975,50 € (50% x 1 305 951 €).

Le montant total des travaux de mise à niveau et d'installation d'IRVE sur les 9 communes est estimé à 2 218 058 €HT, le montant subventionnable est de 2 120 674 €HT.

La subvention régionale proposée pour les travaux s'élève donc à 1 060 337 € (50% x 2 120 674 €).

Le montant total de la subvention régionale s'élève à 1 061 067 € (730 € + 1 060 337 €).

**Localisation géographique :**

- LES LOGES-EN-JOSAS
- MAISONS-LAFFITTE
- VERRIERES-LE-BUISSON
- BAGNEUX
- SURESNES
- BONDY
- ROSNY-SOUS-BOIS
- ARGENTEUIL
- VILLIERS-LE-BEL
- SAINT-GRATIEN

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

|  |
|--|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|--|

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€)                          |              |         |
|---------------------------------------|--------------|---------|
| Libellé                               | Montant      | %       |
| Etudes schéma stratégique (1 commune) | 1 460,00     | 0,07%   |
| Travaux (9 communes)                  | 2 218 058,00 | 99,93%  |
| Total                                 | 2 219 518,00 | 100,00% |

| Recettes (€)                                    |              |         |
|---|--------------|---------|
| Libellé   | Montant      | %       |
| Subvention Région (sollicitée)                  | 1 061 067,00 | 47,81%  |
| Subvention Autre (Programme Advenir sollicitée) | 443 612,00   | 19,99%  |
| Fonds propres                                   | 714 839,00   | 32,21%  |
| Total   | 2 219 518,00 | 100,00% |

**DOSSIER N° EX061887 - SR - SECURISATION DU CARREFOUR AVENUE JEAN JAURES (RD148) / RUE GABRIEL PERI A VITRY - CD94**

**Dispositif** : Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure (n° 00000741)

**Délibération Cadre** : CR37-14 du 19/06/2014

**Imputation budgétaire** : 908-825-204132-182004-200

Action : 18200402- Aménagements de sécurité sur RD

| Libellé base subventionnable                             | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure | 216 800,00 € HT                       | 50,00 %             | 108 400,00 €                  |
|  | <b>Montant total de la subvention</b> |                     | 108 400,00 €                  |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE  
Adresse administrative : 2 ANCIENNE AVENUE DE FONTAINEBLEAU  
94150 RUNGIS  
Statut Juridique : Département  
Représentant : Monsieur Olivier CAPITANIO, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 mars 2022 - 31 août 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'opération consiste à sécuriser la zone d'accumulation d'accidents corporels située au carrefour de l'avenue Jean Jaurès (RD148) et de la rue Gabriel Péri à Vitry-sur-Seine. L'objectif de son réaménagement est de réduire les vitesses pratiquées par les véhicules et de sécuriser les traversées piétonnes par :

- la création d'un plateau surélevé sur l'ensemble du carrefour ;
- la réduction de l'emprise du carrefour en "resserrant" les passages piétons.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

**Détail du calcul de la subvention :**

L'opération est éligible à la politique régionale de sécurité routière, et plus particulièrement au dispositif 1 "Actions portant sur l'infrastructure", point 1 "Opérations visant à sécuriser les zones d'accumulation d'accidents répertoriées où se sont produits au moins 5 accidents sur une section de moins de 850m sur une période de 5 ans".

Coût de l'opération (et base subventionnable) : 216 800 € HT

Taux de subvention : 50 %

Montant de la subvention régionale : 108 400 €

**Localisation géographique :**

- VITRY-SUR-SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

|  |
|--|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|--|

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€)     |            |         |
|------------------|------------|---------|
| Libellé          | Montant    | %       |
| Maitrise d'œuvre | 26 014,00  | 12,00%  |
| Etudes           | 1 500,00   | 0,69%   |
| Travaux          | 189 286,00 | 87,31%  |
| Total            | 216 800,00 | 100,00% |

| Recettes (€)  |            |         |
|---|------------|---------|
| Libellé   | Montant    | %       |
| Subvention région Ile-de-France (sollicitée)          | 108 400,00 | 50,00%  |
| Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage | 108 400,00 | 50,00%  |
| Total   | 216 800,00 | 100,00% |

**DOSSIER N° EX062222 - SR - SECURISATION DE LA RD1BIS A L'ILE SAINT-DENIS (93)**

**Dispositif** : Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure (n° 00000741)

**Délibération Cadre** : CR37-14 du 19/06/2014

**Imputation budgétaire** : 908-825-204132-182004-200

Action : 18200402- Aménagements de sécurité sur RD

| Libellé base subventionnable                             | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure | 991 000,00 € HT                       | 50,00 %             | 495 500,00 €                  |
|  | <b>Montant total de la subvention</b> |                     | 495 500,00 €                  |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS  
Adresse administrative : 3 ESPLANADE JEAN MOULIN  
93006 BOBIGNY  
Statut Juridique : Département  
Représentant : Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 mars 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le projet vise à traiter la problématique d'accidentologie constatée sur la RD1bis (quai de Seine et quai Châtelier) à L'Île Saint-Denis. Six accidents, dont un mortel, ont été recensés entre 2016 et 2020 sur la section concernée par le projet. Celui-ci vise à diminuer l'accidentologie sur cet axe, en passant toute la section comprise entre la rue Méchin (RD986) et le projet de franchissement entre Saint-Denis et l'Île-Saint-Denis (FRISD), situé à 160 m au sud de l'A86, en zone 30 et en réduisant la largeur de la voirie circulée au sud, pour limiter les prises de vitesse et redistribuer l'espace en faveur des modes actifs. Le projet intègre une piste cyclable bidirectionnelle dans la continuité de la piste en travaux au sud du franchissement du FRISD.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

**Détail du calcul de la subvention :**

- Dépense subventionnable : 991 000 € HT.

- Subvention régionale : dans le cadre du dispositif 1 (Actions portant sur l'infrastructure) de sécurité

routière (CR 37-14), le taux de financement maximal est de 50% du montant de la dépense subventionnable, soit une subvention de 495 500 €.

**Localisation géographique :**

- L'ILE-SAINT-DENIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

|  |
|--|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|--|

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) |            |         |
|--------------|------------|---------|
| Libellé      | Montant    | %       |
| Travaux      | 991 000,00 | 100,00% |
| Total        | 991 000,00 | 100,00% |

| Recettes (€)                   |            |         |
|--------------------------------|------------|---------|
| Libellé                        | Montant    | %       |
| Subvention Région (sollicitée) | 495 500,00 | 50,00%  |
| Subvention État (sollicitée)   | 198 200,00 | 20,00%  |
| Fonds propres                  | 297 300,00 | 30,00%  |
| Total                          | 991 000,00 | 100,00% |



**DOSSIER N° EX061908 - SR - SECURISATION DE TRAVERSEES PIETONNES AUX ABORDS DES ECOLES ET DE L'HOPITAL E. ROUX - LIMEIL-BREVANNES (94)**

**Dispositif** : Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables (n° 00000759)

**Délibération Cadre** : CR37-14 du 19/06/2014

**Imputation budgétaire** : 908-825-204142-182004-200

Action : 18200403- Aménagements de sécurité sur voiries communales

| Libellé base subventionnable  | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables | 42 336,00 € HT                        | 30,00 %             | 12 700,00 €                   |
|   | <b>Montant total de la subvention</b> |                     | 12 700,00 €                   |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE LIMEIL-BREVANNES

Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE  
94456 LIMEIL-BREVANNES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Françoise LECOUFLE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 octobre 2021 - 30 avril 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune a réalisé les travaux aux abords des écoles dès le mois d'octobre compte tenu de la perte de luminosité occasionnée par le passage à l'heure d'hiver.

**Description :**

La ville de Limeil-Brévannes porte un projet de sécurisation, par balisage LED, des traversées piétonnes aux abords des sept écoles de la commune (Anatole France, Pablo Picasso, Martine Soulié et Louis Pasteur, Piard, Jean-Louis Marquèze, Curie et Mireille d'Arc), ainsi que des 4 traversées - dont une nouvelle - aux abords de l'hôpital Emile Roux sur l'avenue de Verdun.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

L'opération est éligible à la politique régionale de sécurité routière, et plus particulièrement au dispositif 2 "Actions visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables et à limiter les comportements à risque", point 1 "Sécurisation des traversées des voies routières aux abords immédiats des ERP".

Coût de l'opération (et base subventionnable) : 42 336 € HT

Taux de subvention : 30 %

Montant de la subvention régionale : 12 700 €

**Localisation géographique :**

- LIMEIL-BREVANNES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

|  |
|--|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|--|

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) |           |         |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé      | Montant   | %       |
| Travaux      | 42 336,00 | 100,00% |
| Total        | 42 336,00 | 100,00% |

| Recettes (€)  |           |         |
|---|-----------|---------|
| Libellé   | Montant   | %       |
| Subvention région Ile-de-France (sollicitée)          | 12 700,00 | 30,00%  |
| Subvention Préfecture 94 (sollicitée)                 | 7 532,00  | 17,79%  |
| Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage | 22 104,00 | 52,21%  |
| Total   | 42 336,00 | 100,00% |

**DOSSIER N° EX061942 - Sécurité routière : Sécurisation de traversée piétons aux abords de la gare routière et gare SNCF Rue du départ - COMMUNE DE ENGHIEEN-LES-BAINS (95)**

**Dispositif** : Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables (n° 00000759)

**Délibération Cadre** : CR37-14 du 19/06/2014

**Imputation budgétaire** : 908-825-204142-182004-200

Action : 18200403- Aménagements de sécurité sur voiries communales

| Libellé base subventionnable  | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables | 24 466,67 € HT                        | 30,00 %             | 7 340,00 €                    |
|   | <b>Montant total de la subvention</b> |                     | 7 340,00 €                    |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE ENGHIEEN LES BAINS

Adresse administrative : 57 RUE DU GENERAL DE GAULLE  
95880 ENGHIEEN LES BAINS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Philippe SUEUR, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 2 novembre 2021 - 31 décembre 2021

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La Ville d'Enghien-le-Bains a fait part de l'urgence à réaliser les travaux de sécurisation de la traversée piétonnes aux abords de la gare routière afin de les réaliser en partie pendant les vacances, au moment où cela gêne le moins les usagers.

**Description :**

L'opération consiste en l'aménagement d'un passage piétons rue du Départ à l'immédiate proximité de la gare routière et de la gare SNCF d'Enghien-les-Bains et permettra de limiter les comportements à risques.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

La Région contribue à la sécurisation des traversées sur le réseau dont les bénéficiaires ont la charge et dont l'objectif est la sécurisation des zones de croisement des flux d'usagers aux abords immédiats des établissements recevant du public (dans un rayon de 300m).

Le taux maximum de la participation financière de la Région de 30% est applicable.

Le coût du projet est estimé à 24 466,67 € HT.  
Le montant de la subvention est donc de 7 340€.

**Localisation géographique :**

- ENGHIEEN-LES-BAINS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

|  |
|--|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|--|

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) |           |         |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé      | Montant   | %       |
| Travaux      | 24 466,67 | 100,00% |
| Total        | 24 466,67 | 100,00% |

| Recettes (€)  |           |         |
|---|-----------|---------|
| Libellé   | Montant   | %       |
| Subvention région Ile-de-France (sollicitée)          | 7 340,00  | 30,00%  |
| Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage | 17 126,67 | 70,00%  |
| Total   | 24 466,67 | 100,00% |

**DOSSIER N° EX062171 - SR- SECURISATION TRAVERSEE ESPACE BARBARA A GOMETZ LE CHATEL - PARIS SACLAY (91)**

**Dispositif** : Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables (n° 00000759)

**Délibération Cadre** : CR37-14 du 19/06/2014

**Imputation budgétaire** : 908-825-204142-182004-200

Action : 18200402- Aménagements de sécurité sur RD

| Libellé base subventionnable  | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables | 160 000,00 € HT                       | 30,00 %             | 48 000,00 €                   |
|   | <b>Montant total de la subvention</b> |                     | 48 000,00 €                   |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CA PARIS-SACLAY  
Adresse administrative : 21 RUE JEAN ROSTAND  
91400 ORSAY  
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération  
Représentant : Monsieur GREGOIRE DE LASTEYRIE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 février 2022 - 30 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La communauté d'agglomération de Paris Saclay a fait part de l'urgence du traitement de cette traversée pour sécuriser cette zone dangereuse où il y a eu plusieurs accidents, dont un impliquant un enfant. Aussi les travaux ont du être anticipés dès février 2022.

**Description :**

La traversée piétonne de la route de Chartres (RD988) à l'angle de la rue Saint-Nicolas permet de rejoindre l'Espace Culturel Barbara, ERP de type L classé en catégorie 3, depuis le centre-ville. À la suite de plusieurs accidents dont un impliquant un enfant à vélo, la communauté d'agglomération de Paris Saclay, en collaboration avec le département de l'Essonne et la commune de Gometz-le-Châtel a étudié le traitement de cette traversée piétonne pour en améliorer la sécurité. Les travaux prévus consistent en la mise en place d'un plateau surélevé de 30 mètres linéaires avec réduction des largeurs de voies de circulation de la RD, le traitement de la végétation et renforcement de l'éclairage.

L'ensemble du secteur fera l'objet d'un abaissement de la limitation de la vitesse qui passera ainsi de 50 km/h à 30 km/h.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

La Région contribue à la sécurisation des traversées des voies routières par les usagers vulnérables aux abords immédiats des établissements recevant du public, classés de la 1ère à la 4ème catégories, en participant financièrement à leurs travaux de réaménagement.

Le montant de la subvention est de 30% du montant des travaux sans plafond des dépenses subventionnables.

Le coût de cet aménagement est de 160 000 € HT.

Le montant de la subvention est de :

$160\,000\text{€} \times 30\% = 48\,000\text{€}$

**Localisation géographique :**

- GOMETZ-LE-CHATEL

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

|  |
|--|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|--|

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) |            |         |
|--------------|------------|---------|
| Libellé      | Montant    | %       |
| Etudes       | 2 500,00   | 1,56%   |
| Travaux      | 157 500,00 | 98,44%  |
| Total        | 160 000,00 | 100,00% |

| Recettes (€)  |            |         |
|---|------------|---------|
| Libellé   | Montant    | %       |
| Subvention région Ile-de-France (sollicitée)          | 48 000,00  | 30,00%  |
| Fonds propres restant à la charge du maître d'ouvrage | 112 000,00 | 70,00%  |
| Total   | 160 000,00 | 100,00% |

**DOSSIER N° EX062182 - SR - Sécurisation aux abords du Casino Avenue de Ceinture - COMMUNE DE ENGHIEEN-LES-BAINS (95)**

**Dispositif** : Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables (n° 00000759)

**Délibération Cadre** : CR37-14 du 19/06/2014

**Imputation budgétaire** : 908-825-204142-182004-200

Action : 18200403- Aménagements de sécurité sur voiries communales

| Libellé base subventionnable  | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables | 69 517,00 € HT                        | 30,00 %             | 20 855,00 €                   |
|   | <b>Montant total de la subvention</b> |                     | 20 855,00 €                   |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE ENGHIEEN LES BAINS

Adresse administrative : 57 RUE DU GENERAL DE GAULLE  
95880 ENGHIEEN LES BAINS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Philippe SUEUR, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 février 2022 - 18 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux de sécurisation doivent être réalisés lors des congés scolaires de février. En effet, l'avenue de Ceinture est un axe majeur de desserte notamment pour les bus et cette planification permettra de minimiser l'impact sur la circulation. De plus, cet aménagement se trouvera au droit du Casino-Théâtre. Or, ces travaux se faisant de nuit, il est également important de prendre en compte la programmation des spectacles.

**Description :**

La commune d'Enghien-les-Bains souhaite sécuriser la traversée piétons et limiter les comportements à risques menant au casino, au parking de celui-ci ainsi qu'au square Villemessant.

L'emménagement prévoit le déplacement de la traversée piétons au plus près de l'entrée du Casino en réalisant un plateau surélevé en enrobé scintillant, dont l'objectif est de réduire la vitesse des automobilistes à proximité immédiate de cet ERP. Ce nouvel emplacement permettra une meilleure visibilité des piétons.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

La Région contribue à la sécurisation des traversées de voies routières par les usagers les plus vulnérables aux abords immédiats des établissements recevant du public dans un rayon de 300 mètres.

Le taux de la participation financière de la Région de 30% est applicable.

Le coût du projet est de 69 517 €HT.

Le montant de la subvention est donc de 20 855 €.

**Localisation géographique :**

- ENGHIE-N-LES-BAINS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

|  |
|--|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|--|

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) |           |         |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé      | Montant   | %       |
| Travaux      | 69 517,00 | 100,00% |
| Total        | 69 517,00 | 100,00% |

| Recettes (€)                   |           |         |
|--------------------------------|-----------|---------|
| Libellé                        | Montant   | %       |
| Subvention Région (sollicitée) | 20 855,00 | 30,00%  |
| Fonds propres                  | 48 662,00 | 70,00%  |
| Total                          | 69 517,00 | 100,00% |



**DOSSIER N° 22002108 - Plan de mobilité - Challenge mobilité 2022 - CACP (95)**

**Dispositif** : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - FCT (n° 00001064)

**Délibération Cadre** : CR2017-54 du 09/03/2017

**Imputation budgétaire** : 938-80-65734-180001-200

Action : 18000103- Ecomobilité

| Libellé base subventionnable  | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - FCT | 31 100,00 € HT               | 50,00 %             | 15 550,00 €                   |
| Montant total de la subvention  |                              |                     | 15 550,00 €                   |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNAUTE D AGGLOMERATION  
CERGY PONTOISE  
Adresse administrative : PARVIS DE LA PREFECTURE  
95000 CERGY  
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération  
Représentant : Monsieur Jean-Paul JEANDON, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 mars 2022 - 31 mai 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Dans le cadre de son accompagnement dans les démarches de Plan de mobilités, la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise met en place une animation de sensibilisation aux entreprises et établissements engagés dans un plan de mobilités, permettant d'engager leurs collaborateurs autour des enjeux de la mobilité durable : le challenge mobilité.

Les objectifs de ce challenge sont :

- Sensibiliser les salariés et étudiants aux modes alternatifs à la voiture individuelle et de les inciter à passer le cap en testant de nouvelles solutions de mobilité. L'établissement qui a le plus haut taux de participation remporte le challenge dans sa catégorie (définie en fonction de son effectif). ;
- Valoriser les établissements qui mettent en place des mesures en faveur d'une mobilité plus durable
- Accompagner les initiatives locales en faveur des modes de déplacements durables.

Ce challenge se déroulera autour de temps ludiques et constructifs permettant de s'informer et de communiquer sur les solutions alternatives et offres de services existants, de tests des offres et services mobilités disponibles sur le territoire et d'animations avec des ateliers thématiques (covoiturage, modes actifs, télétravail...), de la petite mécanique...

L'édition 2022 sera mise en œuvre avec l'accompagnement d'un prestataire et intégrera une plateforme dédiée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Conformément à la délibération n° CR 2017-54, modifiée par la délibération n°CR 2019-047 du 21 novembre 2019, la Région participe à hauteur de 50% aux dépenses de fonctionnement relatives aux plans inter-employeurs.

Les dépenses éligibles étant de 31 100 € HT, la subvention régionale s'élève à 15 550 €.

**Localisation géographique :**

- VAL D'OISE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

|  |
|--|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|--|

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€)       |           |         |
|--------------------|-----------|---------|
| Libellé            | Montant   | %       |
| Challenge mobilité | 31 100,00 | 100,00% |
| Total              | 31 100,00 | 100,00% |

| Recettes (€)                   |           |         |
|--------------------------------|-----------|---------|
| Libellé                        | Montant   | %       |
| Subvention Région (sollicitée) | 15 550,00 | 50,00%  |
| Fonds propres (CACP)           | 9 330,00  | 30,00%  |
| Ademe                          | 6 220,00  | 20,00%  |
| Total                          | 31 100,00 | 100,00% |

## **Annexe 2 : Convention contournement Est de Roissy**

## **Convention de financement N°7 relative à l'opération contournement Est de Roissy**

### **ENTRE :**

L'État, représenté par Monsieur le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris,  
Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, sis 29 rue Barbet de Jouy, 75700 Paris Cedex 7, dénommé ci-après « le maître d'ouvrage »

### **ET**

La région Île-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ou son délégataire et agissant en application de la délibération n° CP..... du.....

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de plan Etat-Région (CPER) Île-de-France 2015-2020, modifiée par délibération n° CR123-16 du 15 décembre 2016 portant sur les révisions du Contrat de Plan Etat-Région Île-de-France ;

Vu la délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 approuvant l'avenant au CPER 2015-2020 n°2 portant sur la mobilité multimodale, co-signé le 4 mars 2021 par Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, Monsieur le Préfet de la région d'Île-de-France, en présence de Madame la Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée.

*Il est convenu ce qui suit :*

## PRÉAMBULE

Dans les départements du Val-d'Oise et de Seine-et-Marne, l'opération de contournement Est de Roissy entre la RN2 et la RN104, au niveau de l'échangeur A1, doit permettre d'assurer le bouclage de la Francilienne. Ce tronçon fait actuellement défaut entre la liaison Cergy-Roissy qui prend fin au niveau de l'autoroute A1 au nord-ouest, et de la Francilienne Est (A104) qui débouche actuellement sur la RN2 au sud-est. Il pénalise également les usagers en provenance de Seine-et-Marne depuis la RN2 et la RN3 pour accéder à la plate-forme aéroportuaire.

Le trafic correspondant emprunte la RN2 direction Paris pour rejoindre l'A1. Une part significative se reporte sur le réseau départemental. L'opération intègre le réaménagement de l'accès à l'Est de la plate-forme aéroportuaire pour décharger l'accès principal par l'autoroute A1 et améliorer la desserte des nouvelles aéroports de la zone orientale de la plate-forme aéroportuaire. À terme, ce sont 40 000 véhicules par jour qui y accéderont, un tiers provenant de l'Ouest de la plate-forme et deux tiers de l'Est.

L'opération, déclarée d'utilité publique en 2003, consiste à créer une liaison à 2x2 voies entre l'autoroute A1 et l'échangeur RN2/RD212. Elle s'accompagne de l'aménagement d'un échangeur d'accès à l'Est de l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle, d'un diffuseur au sud de la commune du Mesnil-Amelot et de l'échangeur A1/RN104 au nord de l'aéroport. Dans le cadre de cette opération, la RD212 est recrée, parallèlement à la liaison nouvelle, afin de favoriser les fonctions de desserte secondaire.

Les crédits précédemment affectés à l'opération (PDMI) ont permis la mise en service de la section entre l'échangeur de Compans jusqu'à l'accès Est inclus en 2014, la réalisation des travaux de modification de l'échangeur A1/A104 et le dévoiement du réseau de l'oléoduc Trapil (achevé mi 2015). Sur le CPER actuel (2015-2020), les crédits affectés ont permis le dévoiement du réseau de la Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) (en cours de finalisation), et l'engagement des travaux du pont au-dessus de la Ligne à Grande Vitesse (LGV).

Une première affectation a été votée par la commission permanente de la Région le 21 septembre 2016 pour le financement et la réalisation d'une partie de l'opération du contournement Est de Roissy (CER) correspondant à la Phase « Dévoiement du réseau SMCA » qui consiste à dévier la canalisation servant à l'alimentation en carburant de l'aéroport de Roissy-CDG.

Une deuxième affectation a été votée par la commission permanente de la région Île-de-France le 05 juillet 2017 pour le financement des travaux de la première section de la RD212 jusqu'au Mesnil-Amelot, de l'ouvrage d'art PS7 franchissant l'A104 au niveau du Mesnil-Amelot ainsi que des acquisitions foncières.

Une troisième affectation a été votée par la commission permanente de la Région le 16 mars 2018 pour le financement des premiers travaux pour la réalisation de la section A1 / Mesnil-Amelot, de la finalisation des travaux de la section entre l'accès Est à l'aéroport et le Mesnil-Amelot, ainsi que des acquisitions foncières et études ponctuelles (diagnostic, renouvellement des autorisations administratives, etc).

Une quatrième affectation a été votée par la commission permanente de la Région le 19 mars 2019 pour la finalisation de la section de la francilienne entre l'accès Est CDG et le Mesnil-Amelot, la réalisation des travaux pour la section entre les LGV et le Mesnil-Amelot, la réalisation des ouvrages d'art de franchissement de l'A104 par la RD212 (PS9, PS11 et 12), la réalisation des premiers travaux pour la section entre l'A1 et les LGV, la réalisation des premiers travaux pour la complétude de l'échangeur A1/A104 (phase 2), ainsi que les acquisitions foncières, études et travaux ponctuels permettant de préparer la poursuite de l'opération.

Une cinquième affectation a été votée par la commission permanente de la Région le 4 mars 2020 pour la réalisation de plusieurs études et travaux préparatoires permettant la poursuite de l'opération.

Enfin, une sixième affectation a été votée par la commission permanente de la Région le 1<sup>er</sup> avril 2021 pour la réalisation de la Francilienne entre le Mesnil-Amelot et l'échangeur A1-A104 y compris la complétude de l'échangeur A1/A104.

## **ARTICLE 1 : Objet de la présente convention**

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux parties pour le financement de la poursuite des travaux du contournement Est de Roissy (CER) dans le cadre de l'avenant n° 2 au CPER 2015-2020. Il s'agira de la septième affectation réalisée dans le cadre de ce CPER.

## **ARTICLE 2 : Études et travaux**

### **2.1 : Description des travaux restants**

Du fait des contraintes techniques et financières, l'opération a été scindée en plusieurs phases fonctionnelles pour les travaux restants :

- réalisation de l'échangeur entre les autoroutes A1 et A104 (phase 2) ;
- réalisation de la Francilienne entre l'accès Est de CDG et le Mesnil-Amelot dont la complétude de l'accès Est à l'aéroport de Roissy-CDG ;
- réalisation de la Francilienne entre les LGV et l'A1 (dont complétude de l'échangeur A1 / A104) ;
- réalisation de la Francilienne entre les LGV et le Mesnil-Amelot.

### **2.2 : Description des travaux objets de la présente convention**

La présente convention porte sur les études et travaux nécessaires à la poursuite de l'opération. Les crédits ainsi affectés permettront notamment la mise en place du plan de signalisation relatif à l'ensemble de l'infrastructure construite, la mise en place de protection phonique, la mise en place du système d'information pour un réseau intelligible aux usagers, des travaux de « finition », les travaux paysagers.

## **ARTICLE 3 : Maîtrise d'ouvrage de l'opération**

L'État est maître d'ouvrage de l'opération. À ce titre, il s'engage à réaliser sous sa responsabilité les études et travaux visés à l'article 2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des travaux pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.

L'État assume par ailleurs la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien des équipements réalisés dont il est propriétaire.

La région Île-de-France ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient de ladite opération.

L'État est représenté par le Préfet de région Île-de-France, en la personne de Madame la Directrice Régional et Interdépartemental de l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-France.

## ARTICLE 4 : Estimation du coût des dépenses et calendrier

Le coût plafond de l'opération est fixé à 240 M€ TTC (avec une hypothèse de livraison fin 2023).

À titre indicatif, le calendrier de réalisation des travaux est le suivant :

| Phases   | Études    | Travaux     | Coûts réels estimés (en TTC avec actualisation 3 % par an) |
|--|-----------|-------------|--|
| Échangeur A1/A104 : mouvement depuis Paris vers Cergy  | Terminées | Fin en 2017 | 2,5 M€   |
| Dévoisement SMCA                                       | Terminées | Terminées   | 5,3 M€   |
| Ouvrage de franchissement des LGV                      | Terminées | Terminées   | 7,5 M€   |
| RD déviée entre Épiais-lès-Louvres et le Mesnil-Amelot | Terminées | 2020-2021   | 11,0 M€  |
| Doublement de l'accès Est de CDG                       | Terminées | 2021-2022   | 6,5 M€   |
| Section entre l'accès Est et le Mesnil-Amelot          | Terminées | 2020-2022   | 38,0 M€  |
| Section entre les LGV et le Mesnil-Amelot              | Terminées | 2021-2023   | 49,0 M€  |
| Section entre l'A1 et les LGV                          | Terminées | 2021-2023   | 50,0 M€  |
| Complétude de l'échangeur A1/A104                      | Terminées | 2021-2022   | 13,0 M€  |
| Foncier (reste à acquérir)                             |           |             | 4,5 M€   |
| Études à réaliser                                      |           |             | 3,8 M€   |
| <b>Total</b>   |           |             | <b>191,1 M€</b>  |

Le montant précis de l'opération sera affiné en fonction de l'évolution réelle des indices de coût de construction.

## ARTICLE 5 : Foncier

Les acquisitions foncières restant à opérer concernent le rachat de parcelles auprès du département du Val-d'Oise et auprès d'Aéroports de Paris, ainsi que des parcelles au droit des futures bretelles de l'échangeur A1/A104 non acquises par le département du Val-d'Oise.

## ARTICLE 6 : Dispositions financières

### 6.1 : Principe de financement

L'avenant n° 2 au CPER 2015-2020 a porté l'enveloppe financière affectée au contournement Est de Roissy à 191,1 M€, permettant ainsi le bouclage financier de l'opération.

La ventilation des engagements pris par chaque co-financeur se retrouve dans le tableau ci-dessous :

| Engagements en M€  | Ventilation par année |      |      |      |      |      |      | Total CPER |        |
|--|-----------------------|------|------|------|------|------|------|------------|--------|
|  | 2016                  | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Total      | Part   |
| État   | 1,2                   | 6,4  | 14,4 | 28,5 | 2,0  | 14   | 14   | 80,5       | 42,1%  |
| Région Île-de-France   | 1,2                   | 6,4  | 14,4 | 28,5 | 2,0  | 16,4 | 16,4 | 85,3       | 44,7%  |
| Département du Val-d'Oise  | 0                     | 1,0  | 1,5  | 1,5  | 1,5  | 0    | 0    | 5,5        | 2,9%   |
| Département de Seine-et-Marne  | 0                     | 0,5  | 1,5  | 1,5  | 1,5  | 0    | 0    | 5,0        | 2,6%   |
| Com. d'agglomération de Roissy Pays de France                            | 0                     | 0,5  | 0,5  | 0,5  | 0,5  | 0    | 0    | 2,0        | 1%     |
| <i>Autres financements faisant l'objet de protocoles spécifiques (*)</i> |                       |      |      |      |      |      |      | 12,8       | 6,70 % |
| Total CPER   |                       |      |      |      |      |      |      | 191,1      | 100%   |

(\*) Les autres financements sont mobilisés par l'État auprès d'autres partenaires concernés par les bénéfices du contournement Est de Roissy.



## 6.2 : Conventions existantes

À ce jour, six conventions de financement lient l'État et la Région pour cette opération sur le CPER 2015-2020 :

- une convention de financement d'études et travaux pour l'année 2016 signée le 17 janvier 2017 pour un montant de 2,4 M€ (1,2 pour l'État / 1,2 pour la Région) ;
- une convention de financement d'études et travaux signée le 1<sup>er</sup> décembre 2017 engageant l'État et la Région pour un montant de 12,8 M€ (6,4 pour l'État / 6,4 pour la Région) et faisant état de 2 M€ relevant d'autres financeurs ;
- une convention de financement d'études et travaux signée le 24 avril 2018 engageant l'État et la Région pour un montant de 28,8 M€ (14,4 pour l'État / 14,4 pour la Région) et faisant état de 3,5 M€ relevant d'autres financeurs. Elle est actuellement en cours d'exécution et concerne principalement les travaux de la phase 1 de l'opération (section entre l'accès Est et le Mesnil-Amelot) ;
- une convention de financement d'études et travaux signée le 17 mai 2019 engageant l'État et la Région pour un montant de 57 M€ (28,5 pour l'État / 28,5 pour la Région) faisant état de 3,5 M€ relevant d'autres financeurs. Elle est actuellement en cours d'exécution et concerne principalement les travaux de la phase 2 de l'opération (section entre le Mesnil-Amelot et l'A1) ;
- une convention de financement d'études et de travaux signée le 29 septembre 2020 engageant l'État et la Région pour un montant de 4 M€ (2 pour l'État / 2 pour la Région) et faisant état de 6,5 M€ relevant d'autre financeurs. Elle est actuellement en cours d'exécution et concerne les études et travaux nécessaires à la poursuite de l'opération ;
- une convention de financement d'études et de travaux signée le 6 juillet 2021 engageant l'État et la Région pour un montant de 30,4 M€ (14 pour l'État / 16,4 pour la Région) et faisant état de 2,5 M€ relevant d'autre financeurs. Elle est actuellement en cours d'exécution et concerne principalement les travaux de la phase 2 de l'opération (section entre le Mesnil-Amelot et l'A1).

## 6.3 : Poursuite du financement pour l'année 2022

### 6.3.1 : Principe de financement

Le montant de la présente convention est fixé à 30 400 000 € dont :

- 14 000 000 € relevant de la part de l'État,
- 16 400 000 € relevant de la part de la région Île-de-France.

### 6.3.2 : Versement des fonds de concours

Les versements du fonds de concours par la région Île-de-France au bénéfice de l'État s'effectueront au vu de titres de perception selon l'échéancier prévisionnel suivant :

|              | 2022        | 2023        | 2024 | 2025 | 2026          | Total          |
|--------------|-------------|-------------|------|------|---------------|----------------|
| <b>Total</b> | <b>8 M€</b> | <b>8 M€</b> |      |      | <b>0,4 M€</b> | <b>16,4 M€</b> |

Pour rappel, l'Etat finance 14 000 000 € sur fonds propres qui seront disponibles dès 2022.

Des ajustements de cet échéancier prévisionnel pourront être opérés en fonction de l'avancement réel de réalisation et des dépenses prévisibles de l'opération, ainsi que de l'identification de cofinanceurs. Pour chaque

ajustement, l'État présentera un état d'avancement de l'opération et des dépenses réalisées ainsi qu'un calendrier d'opération et un échéancier financier recalés.

### **6.3.3 : Modalités de mandatement**

Le mandatement de la Région est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques.

### **6.3.4 : Caducité**

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France, la subvention devient caduque et est annulée si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande complète de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la présidence, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidence. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

L'opération ayant donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure donc valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

En tout état de cause, le versement du solde de cette subvention devra être demandé à la Région au plus quatre (4) ans après la date de fin des travaux figurant sur l'échéancier des travaux inscrit au sein de la présente convention, le cas échéant actualisé lors d'un comité ad hoc. Au-delà, la Région se réserve le droit de considérer que l'opération est achevée au sens de l'article 10 de son règlement budgétaire et financier ; en conséquence de quoi elle interrompra définitivement ses versements.

### **6.3.5 : Révision du montant global pris en compte pour calculer le fonds de concours**

En cas de dépassement du montant visé à l'article 6.3.1, la poursuite de la mission est conditionnée à un nouvel accord financier. À défaut, tout dépassement de ce montant est pris en charge par l'État, maître d'ouvrage de l'opération.

Les parties examinent les modalités de financement du coût définitif de l'opération, sur propositions justifiées de l'État, notamment à l'issue des études de conception détaillée de l'opération.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère en fin de projet inférieure au montant total initialement prévu, et ce en tenant compte des ajustements annuels de l'échéancier de versement des fonds de concours tels que décrits au 6.3.2, la participation régionale attribuée sera révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par rapport au montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours indiqué à l'article 6.1. Elle fait l'objet d'un versement au maître d'ouvrage au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

## **6.4 : Bilan financier de l'opération**

Un bilan financier provisoire relatif aux études, procédures et travaux concernés par la présente convention devra être présenté chaque année.

Le versement du solde de l'opération est conditionné à la production d'un bilan financier de l'opération et de l'attestation de l'achèvement des travaux, qui ne pourra être remis plus de 3 ans après la fin des travaux. Ce bilan détaillera le montant des différentes participations. Ce bilan respectera impérativement la clé de financement globale du projet.

## **ARTICLE 7 : Obligations administratives et comptables**

La région Île-de-France s'engage à :

- informer l'État du fonds de concours relié à cette convention qui sera présenté en commission permanente.

L'État s'engage à :

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- informer les partenaires par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;
- faciliter tout contrôle par les futurs co-financeurs, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

## **ARTICLE 8 : Réception des ouvrages**

Après réception des ouvrages et levées d'éventuelles réserves, le maître d'ouvrage adressera à la Région une copie du procès-verbal de réception.

## **ARTICLE 9 : Date d'effet – Durée de la convention**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification par l'État à la Région par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son approbation par la commission permanente de la région Île-de-France et attribuant les fonds de concours afférents.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 12, soit après le versement du solde du fonds de concours au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 6.3, soit dans le cas d'expiration de la convention par application des règles de caducité prévues à l'article 6.3.4.

## **ARTICLE 10 : Obligations en matière de communication**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, l'État s'engage à faire apparaître les contributions pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action co-financée par la région Île-de-France » et l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

L'État, maître d'ouvrage, autorise la région Île-de-France à utiliser les résultats du projet cofinancé (publications, y compris photographiques, communication à des tiers, etc.), notamment à des fins de communication relatives à son action institutionnelle. La région Île-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la région Île-de-France est interdite.

Pendant la durée des travaux, l'État doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « *travaux réalisés avec le concours financier de la région Île-de-France à hauteur de 44,7 %* ».

## **ARTICLE 11 : Restitution du fonds de concours**

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ses obligations contractuelles ou d'une utilisation du fonds de concours non-conforme à leur objet, le fonds de concours est restitué.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la région Île-de-France pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 12 : Résiliation de la convention**

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressées par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf :

- si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées,
- si l'inexécution de la ou des obligations résultent d'un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées par la région Île-de-France. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au bénéfice de l'État.

## **ARTICLE 13 : Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant. Les avenants de la convention doivent être approuvés par la commission permanente de la région Île-de-France.

## **ARTICLE 14 : Règlement des litiges**

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention devra, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

## **ARTICLE 15 : Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le cas échéant les annexes.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait à Paris, en deux exemplaires, le

|   |                                      |
|---|--------------------------------------|
| La Présidente du conseil régional d'Île-de-France | Le Préfet de la région Île-de-France |
| Valérie PECRESSE                                  | Marc GUILLAUME                       |

Annexe n° 1 : Récapitulatif des appels de fonds prévisionnels par an des conventions relatives à l'opération  
« Contournement Est de Roissy »

| Convention            | Date     | Statut               | Cofinanceurs | Montant global (M€) |      | Appels de fonds réalisés/prévus par an en € |              |             |              |              |              |             |           |
|-----------------------|----------|----------------------|--------------|---------------------|------|---|--------------|-------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-----------|
|                       |          |                      |              |                     |      | 2017  | 2018         | 2019        | 2020         | 2021         | 2022         | 2023        | 2026      |
| N° 1<br>(SMCA)        | 17/01/17 | En cours d'exécution | Etat         | 2,4                 | 1,2  | 300 000 €                                   | 900 000 €    |             |              |              |              |             |           |
|                       |          |                      | Région       |                     | 1,2  | 10 000 €                                    | 290 000 €    |             | 900 000 €    |              |              |             |           |
| N° 2                  | 01/12/17 | En cours d'exécution | Etat         | 12,8                | 6,4  | 5 460 000 €                                 | 940 000 €    |             |              |              |              |             |           |
|                       |          |                      | Région       |                     | 6,4  |   | 6 400 000 €  |             |              |              |              |             |           |
| N° 3                  | 24/04/18 | En cours d'exécution | Etat         | 28,8                | 14,4 |   | 8 840 468 €  | 5 559 532 € |              |              |              |             |           |
|                       |          |                      | Région       |                     | 14,4 |   | 9 740 468 €  |             | 3 368 909 €  | 1 290 623 €  |              |             |           |
| N° 4                  | 17/05/19 | En cours d'exécution | Etat         | 57                  | 28,5 |   |              | 1 740 468 € | 19 248 036 € | 7 511 496 €  |              |             |           |
|                       |          |                      | Région       |                     | 28,5 |   |              | 7 300 000 € | 14 979 127 € | 6 220 873 €  |              |             |           |
| N° 5                  | 29/09/20 | En cours d'exécution | Etat         | 4                   | 2    |   |              |             |              | 2 000 000 €  |              |             |           |
|                       |          |                      | Région       |                     | 2    |   |              |             |              | 2 000 000 €  |              |             |           |
| N° 6                  | 06/07/21 | En cours d'exécution | Etat         | 30,4                | 14   |   |              |             |              | 8 536 585 €  | 5 463 415 €  |             |           |
|                       |          |                      | Région       |                     | 16,4 |   |              |             |              | 10 000 000 € | 6 400 000 €  |             |           |
| N° 7                  |          | En cours d'exécution | Etat         | 30,4                | 14   |   |              |             |              |              | 7 000 000 €  | 7 000 000 € |           |
|                       |          |                      | Région       |                     | 16,4 |   |              |             |              |              | 8 000 000 €  | 8 000 000 € | 400 000 € |
|                       |          |                      |              |                     |      |   |              |             |              |              |              |             |           |
| Total des conventions |          |                      | Etat         | 165,8               | 80,5 | 5 760 000 €                                 | 10 680 468 € | 7 300 000 € | 19 248 036 € | 18 048 081 € | 12 463 415 € | 7 000 000 € |           |
|                       |          |                      | Région       |                     | 85,3 | 10 000 €                                    | 16 430 468 € | 7 300 000 € | 19 248 036 € | 19 511 496 € | 14 400 000 € | 8 000 000 € | 400 000 € |

## **Annexe 3: Convention RN10 Trappes**

## RN10 Trappes (78)

Convention de financement relative à la requalification de  
la RN10 en traversée de Trappes-en-Yvelines – Poste 1 –  
4<sup>ème</sup> affectation

**2022**



## Table des matières

|   |           |
|---|-----------|
| <b>PREAMBULE .....</b>  | <b>5</b>  |
| <b>ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION .....</b>   | <b>6</b>  |
| <b>ARTICLE 2 : DÉFINITION ET CONTENU DU PROJET .....</b>                                    | <b>6</b>  |
| 2.1 Périmètre du projet.....  | 6         |
| 2.2 Description du projet .....   | 6         |
| 2.3 Calendrier prévisionnel de réalisation.....   | 6         |
| <b>ARTICLE 3 : RÔLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES.....</b>                                    | <b>6</b>  |
| <b>ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES .....</b>   | <b>7</b>  |
| 4.1 Estimation du coût du projet.....   | 7         |
| 4.2 Coûts détaillés.....  | 7         |
| 4.3 Plan de financement.....  | 7         |
| 4.4 Modalités de versement des fonds de concours.....                                       | 7         |
| 4.4.1 Versement des fonds de concours .....   | 7         |
| 4.4.2 Modalités de mandatement.....   | 8         |
| 4.5 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région .....                            | 8         |
| 4.6 Révision du montant du projet pris en compte pour calculer le<br>fonds de concours..... | 8         |
| 4.7 Bilan physique et financier du projet .....   | 8         |
| <b>ARTICLE 5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES.....</b>                           | <b>9</b>  |
| <b>ARTICLE 6 : RÉCEPTION DES OUVRAGES .....</b>   | <b>9</b>  |
| <b>ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION.....</b>                              | <b>9</b>  |
| <b>ARTICLE 8 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION .....</b>                            | <b>9</b>  |
| <b>ARTICLE 9 : RESTITUTION DU FONDS DE CONCOURS.....</b>                                    | <b>10</b> |
| <b>ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION .....</b>                                      | <b>10</b> |
| <b>ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION .....</b>                                     | <b>10</b> |
| <b>ARTICLE 12 : RÈGLEMENT DES LITIGES.....</b>  | <b>10</b> |

ENTRE :

L'**État**, représenté par le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers,

**Ci-après désigné « l'Etat » ;**

ET

La **région Île-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, ou son délégataire, dûment mandatée par délibération n°..... de la commission permanente du Conseil régional d'Île-de-France en date du .....,

**Ci-après désignée « la Région » ;**

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** ».

## **Visas**

**Vu** le code des transports ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** la délibération n° CR 53-15 du Conseil régional du 18 juin 2015 approuvant le contrat de plan 2015-2020 ;

**Vu** le contrat de plan État-Région Île-de-France 2015-2020 signé le 9 juillet 2015, modifié par avenant signé le 7 février 2017 ;

**Vu** la délibération n° CR 2021-004 du Conseil régional d'Île-de-France du 4 février 2021 approuvant l'avenant n°2 formalisant la prolongation du contrat de Plan Etat Région Ile de France portant sur le volet « Mobilité Multimodale » ;

**Vu** la délibération n° CR 2021-55 du conseil régional d'Île-de-France du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée ;

**Vu** le protocole d'accord pour le financement de la requalification de la RN10 en traversée de Trappes (78), signé le 14 décembre 2016 par les représentants des deux parties présentées ci-dessus et du Département des Yvelines, de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale de Saint-Quentin-en-Yvelines et de la Commune de Trappes ;

**Vu** la signature de la convention de financement n°1 en date du 28 mai 2018 ;

**Vu** la signature de la convention de financement n°2 en date du 19 décembre 2019 ;

**Vu** la signature de la convention de financement n°3 en date du 24 novembre 2020 ;

**Il est convenu ce qui suit :**

**Définitions**

*Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :*

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux...) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.

**PREAMBULE**

La présente convention est relative à la requalification de la RN10 en traversée de Trappes-en-Yvelines.

La requalification de la RN10 à Trappes-en-Yvelines a pour objectifs de diminuer les nuisances, améliorer l'insertion urbaine et paysagère de la RN10, améliorer les conditions de sécurité des usagers et fluidifier le trafic.

L'enquête publique du projet s'est tenue du 17 novembre au 17 décembre 2016. Le projet a été déclaré d'utilité publique le 04 août 2017 par arrêté préfectoral.

L'opération est inscrite au contrat de plan État / Région (CPER) 2015/2020 révisé, pour un montant de 95 M€ TTC.

Au jour de la signature de la présente convention, le coût de cette opération est estimé à 95 M€ TTC.

L'opération comprend 3 postes :

- Poste 1 : acquisitions foncières des parcelles privées, études, direction de travaux et travaux de requalification de la RN10, à l'exception des travaux d'assainissement de SQY, pour un montant total de 89,9 M€ TTC.

Ce poste fait l'objet de conventions annuelles entre l'État et la Région – dont la présente convention pour l'année 2022, et d'une convention spécifique pluriannuelle pour les contributions du Département, de SQY et de la Commune.

- Poste 2 : acquisition des 2 parcelles situées sur la base de loisirs appartenant à la Région.

Ce poste fait l'objet d'une convention spécifique.

- Poste 3 : contribution aux travaux de la refonte et du déplacement des réseaux d'assainissement dont SQY est le maître d'ouvrage, pour un montant maximum de 2,6 M€ TTC. SQY s'engage à réaliser ces travaux avant le démarrage des travaux de requalification de la RN10. Au jour de la signature de la présente convention, le coût des travaux concernant les réseaux d'assainissement est estimé à 4,6 M€ TTC.

Ce poste fait l'objet d'une convention spécifique.

L'opération routière de couverture de la RN10 en traversée de Trappes-en-Yvelines, objet de la présente convention, est connexe à une opération d'aménagement d'un plateau urbain sur la couverture qui vise à retisser un lien urbain entre les deux parties de la ville ; cette opération est portée par la ville de Trappes-en-Yvelines dans le cadre du premier programme national de rénovation urbaine pour un coût global de 22 M€ TTC.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de préciser les engagements de l'État et de la région Île-de-France pour le financement de la requalification de la RN10 en traversée de Trappes dans le département des Yvelines dans le cadre du CPER 2015-2020 et en déclinaison du protocole d'accord pour le financement de la requalification de la RN10 signé le 14 décembre 2016, pour les travaux listés à l'article 2.1 pour le compte de l'année 2022.

## **ARTICLE 2 : DÉFINITION ET CONTENU DU PROJET**

### **2.1 Périmètre du projet**

Les travaux relevant de la présente convention correspondent à :

- La réalisation des travaux préparatoires au chantier de la tranchée centrale : condamnation du passage piéton souterrain, construction d'une passerelle piétonne provisoire, libération d'emprises en vue de la construction des chaussées provisoires ;
- La réalisation des travaux d'enfouissement de la RN10 dans le sens Province > Paris dans la tranchée centrale, y compris constitution d'une chaussée provisoire permettant le maintien d'une circulation à 2x2 voies sur la RN10 durant tout le chantier de la tranchée centrale ;
- La fin des travaux du giratoire RN10/RD912.

### **2.2 Description du projet**

Les principales caractéristiques fonctionnelles de la requalification de la RN10 sont les suivantes :

- dénivellation de la RN10 entre les carrefours avec les RD912 et RD23, aux entrées de la ville ;
- création de 3 dalles de couverture au-dessus de la RN10, proposées par le grand projet de ville de Trappes ;
- aménagement des carrefours avec les RD912 et RD23 d'entrée de ville en carrefours à feux à îlots centraux ;
- création de 2 passages souterrains à gabarits normaux (PSGN) permettant les insertions des RD23 et RD912 sur la RN10 en direction de Paris.

### **2.3 Calendrier prévisionnel de réalisation**

|   | <b>RN10 Trappes Travaux</b> |
|---|-----------------------------|
| <b>Date prévisionnelle de début des travaux</b> | 01/06/2022                  |
| <b>Durée prévisionnelle des travaux</b>         | 30 mois                     |

## **ARTICLE 3 : RÔLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES**

L'État est le maître d'ouvrage du projet. A ce titre, il s'engage à réaliser sous sa responsabilité les travaux visés à l'article 2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la

défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des travaux pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.

La Région ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient du projet.

## ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

### 4.1 Estimation du coût du projet

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **30 800 000 €TTC**, non actualisables et non révisables.

### 4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

| A6 collectrice   |                        |
|--|------------------------|
| Postes de dépenses                                       | Montants TTC           |
| Travaux préparatoires                                    | 3 000 000,00 €         |
| Travaux d'enfouissement dans le sens<br>Province > Paris | 26 000 000,00 €        |
| Fin des travaux du giratoire RN10/RD912                  | 1 800 000,00€          |
| <b>Total</b>   | <b>30 800 000,00 €</b> |

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale après information des financeurs.

### 4.3 Plan de financement

Le montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours versé par la Région (montant co-financé) s'élève à 30 800 000 € TTC.

La Région s'engage à financer ce projet à un taux de 27,03 % du montant pris en compte pour calculer le fonds de concours soit une participation financière régionale d'un montant maximum de 8 325 240 € TTC.

### 4.4 Modalités de versement des fonds de concours

#### 4.4.1 Versement des fonds de concours

Les versements du fonds de concours par la Région au bénéfice de l'État s'effectueront au vu de titres de perception prévoyant un échéancier prévisionnel de versement, défini ainsi comme suit :

| Echéance | Montant     |
|----------|-------------|
| 01/08/22 | 1 200 000 € |
| 01/08/23 | 3 500 000 € |
| 01/08/24 | 3 625 240 € |

#### **4.4.2 Modalités de mandatement**

Le mandatement de la Région est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire de l'État est l'Administrateur Général des Finances Publiques de la Direction Régionale des Finances Publiques.

#### **4.5 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région**

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France, la subvention devient caduque et est annulée si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande complète de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la présidence, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidence. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

L'opération ayant donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure donc valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

En tout état de cause, le versement du solde de cette subvention devra être demandé à la Région au plus quatre (4) ans après la date de fin des travaux figurant sur l'échéancier des travaux inscrit au sein de la présente convention, le cas échéant actualisé lors d'un comité ad hoc. Au-delà, la Région se réserve le droit de considérer que l'opération est achevée au sens de l'article 10 de son règlement budgétaire et financier ; en conséquence de quoi elle interromprait définitivement ses versements.

#### **4.6 Révision du montant du projet pris en compte pour calculer le fonds de concours**

Le montant du financement indiqué à l'article 4.3 constitue un plafond. En l'absence d'accord entre les parties de la présente convention, tout dépassement de ce montant est pris en charge par l'État, maître d'ouvrage du projet.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant total initialement prévu, les participations des financeurs sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté par rapport au montant du projet pris en compte pour calculer le fonds de concours indiqué à l'article 4.1. Elles font l'objet d'un versement du fonds de concours au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

#### **4.7 Bilan physique et financier du projet**

Un bilan physique et financier sera réalisé à la fin de la présente convention. Ce bilan détaillera le relevé final des dépenses et des recettes réalisées et indiquera le descriptif des réalisations effectuées (dossier d'études, etc.) en justifiant, le cas échéant, les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention.

## **ARTICLE 5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES**

La Région s'engage à :

- informer l'État des fonds de concours reliés à cette convention qui sont présentés en commission permanente.

L'État s'engage à :

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,
- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,
- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

## **ARTICLE 6 : RÉCEPTION DES OUVRAGES**

Après réception des ouvrages et levées d'éventuelles réserves, l'État, maître d'ouvrage, adresse à la Région sa décision de prise de possession pour ouverture à la circulation de la chaussée de la RN10 enfouie dans le sens Province > Paris.

## **ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION**

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par l'État à la Région par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son approbation par la commission permanente de la région Île-de-France et attribuant les fonds de concours afférents.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 10, soit après le versement du solde du fonds de concours au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4, soit dans le cas d'expiration de la convention par application des règles de caducité prévues à l'article 4.5.

## **ARTICLE 8 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région, l'État s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « *action co-financée par la région Île-de-France* » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

L'État, maître d'ouvrage, autorise la Région à utiliser les résultats du projet co-financé (publications, y compris photographiques, communication à des tiers, ...), notamment à des fins de communication relatives à son action institutionnelle. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.



Pendant la durée des travaux, l'État doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible(s), faisant apparaître la mention « *travaux réalisés avec le concours financier de la région Île-de-France* ».

## **ARTICLE 9 : RESTITUTION DU FONDS DE CONCOURS**

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ses obligations contractuelles ou d'une utilisation du fonds de concours non-conforme à son objet, le fonds de concours est restitué.

Dans ce cas, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les Parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation du projet (absence de démarrage des travaux, défaut de versement de la part d'un co-financeur...). La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressée(s) par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées par l'ensemble des co-financeurs. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation.

## **ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant.

Les avenants de la convention doivent être approuvés par l'ensemble des co-financeurs.

## **ARTICLE 12 : RÈGLEMENT DES LITIGES**

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention doit, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

|   |   |
|---|---|
| <p>Pour l'État,</p> <p><b>Marc GUILLAUME</b></p> <p>Préfet de la région Île-de-France</p> | <p>Pour la Région,</p> <p><b>Valérie PÉCRESSE</b></p> <p>Présidente du Conseil régional d'Île-de-France</p> |
|---|---|

## **Annexe 4 : Convention SMMAC**

**Convention de financement relative à l'opération protections acoustiques  
Saint-Maurice Maisons-Alfort Créteil (SMMAC)**

(94)

ENTRE :

L'État, représenté par Monsieur le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, sis 29 rue Barbet de Jouy, 75700 Paris Cedex 7, dénommé ci-après « le maître d'ouvrage »,

ET

La région Île-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par Madame la Présidente du conseil régional d'Île-de-France, dénommée ci-après « la région Île-de-France », ou « la Région ».

## **Visas**

**Vu** le code des transports ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, signé le 9 juillet 2015 par l'Etat et la Région, révisé par avenant approuvé par la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 2021-004 du 4 février 2021, portant allongement de deux ans et intégration du « plan de relance » francilien sur les mobilités ;

**Vu** la délibération du conseil régional n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée ;

## **PRÉAMBULE**

Le projet s'inscrit dans la mise en œuvre de mesures d'atténuation des nuisances sonores générées par les autoroutes A4 et A86 dans le secteur de Saint-Maurice, Maisons-Alfort et Créteil, qui sont des axes structurants de l'agglomération parisienne, particulièrement fréquentés. Les niveaux de bruit dépassent 70 dB(A) pour certains logements.

L'opération SMMAC est engagée pour ramener ces nuisances à moins de 65dB(A) de jour (entre 6h et 22h) et moins de 60 dB(A) de nuit (entre 22h et 6h), au moyen d'écrans acoustiques, complétés si besoin par des isolations de façades.

Cette opération est inscrite pour un montant total de 17 M€ au volet routier du CPER 2015-2020, prorogé jusqu'à 2022 (10 M€ pour l'Etat, 7 M€ pour la Région).

Il est convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : Objet de la présente convention**

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux parties quant au financement de la réalisation des protections acoustiques le long des autoroutes A4 et A86 à Saint-Maurice, Maisons-Alfort et Créteil, correspondant à la fin de la 2<sup>ème</sup> tranche de l'opération.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Protections acoustiques – SMMAC »

## **ARTICLE 2 : Description générale des études et travaux**

Les études et travaux relevant de la présente convention correspondent à la fin de la 2<sup>ème</sup> tranche de l'opération, et notamment au traitement acoustique des 4 viaducs d'échanges entre l'A4 et l'A86 : les viaducs ouest (Paris-Créteil / Créteil-Paris) et les viaducs est (Créteil-Nogent / Nogent-Créteil).

Les projets restant à mener concernent :

- la réalisation des études de faisabilité préalables aux travaux de modernisation des écrans acoustiques des viaducs d'échanges entre l'A4 et l'A86 (viaducs est et ouest) ;
- la réalisation des travaux de modernisation des écrans, le cas échéant ;
- les travaux complémentaires d'isolation de façades sur Maisons-Alfort et Créteil.

Modernisation des viaducs ouest :

|  |          |
|--|----------|
| Date prévisionnelle de début des travaux | 01/03/23 |
| Durée prévisionnelle des travaux         | 24 mois  |
| Livraison des ouvrages                   | 01/03/25 |

Isolation de façades à Maisons-Alfort et Créteil :

|  |          |
|--|----------|
| Date prévisionnelle de début des travaux | 01/06/22 |
| Durée prévisionnelle des travaux         | 12 mois  |
| Livraison des ouvrages                   | 01/06/23 |

### ARTICLE 3 : Maîtrise d'ouvrage de l'opération

L'État est maître d'ouvrage de ladite opération. A ce titre, l'Etat s'engage à réaliser sous sa responsabilité les études et/ou travaux visés à l'article 2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des travaux pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.

L'État assume par ailleurs la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien des équipements réalisés dont il est propriétaire.

La région Île-de-France ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient de ladite opération.

### ARTICLE 4 : Estimation du coût des dépenses

Le coût prévisionnel des études et travaux est estimé à 8 000 000 €, non actualisables et non révisables.

Le maître d'ouvrage fournit une estimation des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

| Protections acoustiques - SMMAC  |                |
|--|----------------|
| Postes de dépenses   | Montants TTC   |
| Marché de travaux isolation de façades   | 1,00 M€        |
| Marché de maîtrise d'oeuvre viaducs ouest (tranche optionnelle) et étude faisabilité viaducs est | 0,5 M€         |
| Marché de travaux modernisation des viaducs ouest  | 6,5 M€         |
| <b>TOTAL</b>   | <b>8,00 M€</b> |

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale après information des financeurs.

### ARTICLE 5 : Dispositions financières

#### 5.1 : Principe de financement

Cette opération est inscrite pour un montant total de 17 M€ au volet routier du CPER 2015-2020, prorogé jusqu'à 2022 (10 M€ pour l'Etat, 7 M€ pour la Région).

Au regard des besoins de l'Etat, la participation régionale pour cette première affectation est d'un montant de 2,5 M€.

Dans le cadre de la présente convention, la Région s'engage ainsi à financer ce projet à un taux de 31,25 % du montant pris en compte pour calculer le fonds de concours, soit une participation financière régionale d'un montant maximum de **2,5 M€ TTC**.



Le plan de financement est ainsi le suivant :

| <b>Bénéficiaire :</b> | Participation Etat | Participation maximum de la Région | Total TTC             |
|-----------------------|--------------------|------------------------------------|-----------------------|
| Etat                  | 68,75 %            | 31,25 %                            | 100 %                 |
|                       | 5 500 000,00 €     | 2 500 000 €                        | <b>8 000 000,00 €</b> |

## 5.2 : Versement du fonds de concours

### 5.2.1 : Fonds de concours

Les versements du fonds de concours par la région Île-de-France au bénéfice de l'État s'effectueront au vu de titres de perception prévoyant un échéancier de versement.

Cet échéancier est révisé en fonction de l'avancement réel de l'opération. Les acomptes sont payés au vu des titres de perception, éventuellement révisés.

Le versement du solde de l'opération est conditionné à la production d'un bilan financier de l'opération et de l'attestation de l'achèvement des travaux, qui ne pourra être remis plus de 4 ans après la mise en place des aménagements paysagers.

### 5.2.2 : Caducité

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France, la subvention devient caduque et est annulée si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande complète de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la présidence, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidence. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

L'opération ayant donné lieu à l'engagement d'une **autorisation de programme de projet**, celle-ci demeure donc valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

En tout état de cause, le versement du solde de cette subvention devra être demandé à la Région au plus quatre (4) ans après la date de fin des travaux figurant sur l'échéancier des travaux inscrit au sein de la présente convention, le cas échéant actualisé lors d'un comité ad hoc. Au-delà, la Région se réserve le droit de considérer que l'opération est achevée au sens de l'article 10 de son règlement budgétaire et financier ; en conséquence de quoi elle interrompra définitivement ses versements.

### 5.2.3 : Modalités de mandatement

Le mandatement de la région Île-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention. La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la Région d'Île-de-France.

#### 5.2.4 : Révision du montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours

Le montant du financement régional indiqué à l'article 5.1 constitue un plafond. En l'absence d'avenant, tout dépassement de ce montant sera pris en charge par l'État, maître d'ouvrage de l'opération.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la participation régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par rapport au montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours indiqué à l'article 5.1. Elle fait l'objet d'un versement au maître d'ouvrage au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

### **ARTICLE 6 : Obligations administratives et comptables**

La région Île-de-France s'engage à :

- informer l'État des subventions liées à cette convention qui seront présentées en commission permanente.

L'État s'engage à :

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,
- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,
- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

### **ARTICLE 7 : Réception des ouvrages**

Après réception des ouvrages et levées d'éventuelles réserves, le maître d'ouvrage adressera à la région Île-de-France une attestation certifiant que tous les marchés ont été réceptionnés sans réserve.

### **ARTICLE 8 : Date d'effet – Durée de la convention**

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties. Elle tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de la délibération de la commission permanente de la Région l'approuvant et attribuant les subventions afférentes, ou de la date indiquée dans la délibération si elle diffère.

Elle prend fin :

- soit au versement du solde du fonds de concours, selon les modalités prévues à l'article 5.2.1,
- soit à la date de la constatation de la caducité de la subvention, selon les modalités prévues à l'article 5.2.2,
- soit en cas de résiliation de la convention, selon les modalités prévues à l'article 11.

## **ARTICLE 9 : Obligations en matière de communication**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, l'État s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action cofinancée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

L'État, maître d'ouvrage, autorise la région Île-de-France à utiliser les résultats du projet cofinancé (publications, y compris photographiques, communication à des tiers, ...), notamment à des fins de communication relatives à son action institutionnelle. La région Île-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la région Île-de-France est interdite.

## **ARTICLE 10 : Restitution du fonds de concours**

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation du fonds de concours non-conforme à leur objet, le fonds de concours est restitué. Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 11 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la région Île-de-France pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 11 : Résiliation de la convention**

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressées par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf :

- si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées,

- si l'inexécution de la ou des obligations résultent d'un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées par la région Île-de-France. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au bénéfice de l'État.

#### **ARTICLE 12 : Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant. Les éventuels avenants à la convention devront être approuvés par la commission permanente de la région Île-de-France.

#### **ARTICLE 13 : Règlement des litiges**

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention devra, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

#### **ARTICLE 14 : Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et, le cas échéant, les annexes.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait à Paris, le .....

|  |   |
|--|---|
| <b>La Présidente du conseil<br/>régional d'Île-de-France</b> | <b>Le Préfet de la région<br/>Île-de-France</b> |
| <b>Valérie PECRESSE</b>                                      | <b>Marc GUILLAUME</b>                           |

## **Annexe 5 : Convention RN118 Sud**



## Convention de financement

### RN 118 Sud - Création de voies dédiées au covoiturage

ENTRE :

L'**État**, représenté par le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers,  
ci-après désigné « l'Etat » ;

ET

La **région Île-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, ou son délégataire, dûment mandatée par délibération n°..... en date du .....  
ci-après désignée « la Région » ;

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** ».

## **Visas**

**Vu** le code des transports ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** la délibération n° CR 53-15 du Conseil régional du 18 juin 2015 approuvant le contrat de plan 2015-2020 ;

**Vu** le contrat de plan État-Région Île-de-France 2015-2020 signé le 9 juillet 2015, modifié par avenant signé le 7 février 2017 ;

**Vu** la délibération du conseil régional n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée ;

**Vu** la délibération n° CR 2021-004 du Conseil régional d'Île-de-France du 4 février 2021 approuvant l'avenant n°2 formalisant la prolongation du contrat de Plan Etat Région Ile de France portant sur le volet « Mobilité Multimodale »



## PREAMBULE

Le projet s'inscrit dans le cadre du développement du covoiturage et de l'usage multimodal des voiries autoroutières afin de diminuer la part des véhicules particuliers et notamment l'autosolisme. Ce projet avait été identifié dans le cadre du programme de réalisation des voies bus sur le réseau structurant, décidé par le Secrétaire d'État chargé des transports et de la pêche en juin 2014 et figurant au Contrat de plan État-Région (CPER) 2015/2020, révisé par avenant du 7 février 2017, pour un montant total de 65 M€ TTC. La révision du schéma directeur des voies réservées est en cours et, dans ce cadre, l'intérêt d'étudier l'aménagement de voies réservées sur la RN118 au sud de l'A86 a été confirmé.

Le projet correspond à l'aménagement de sections de voies réservées à certaines catégories de véhicules (transports en commun, taxis, covoiturage...) sur la RN 118 au Sud de Vélizy dans l'Essonne. Plusieurs sections ont été identifiées :

- « **VR Bièvres sens 1** » située au Sud de Bièvres entre le PR 4 et le PR 6.800, dans le sens Paris → Province ;
- « **VR Saclay sens 1** » située au Sud de Saclay entre le PR 7.300 et le PR 9, dans le sens Paris → Province ;
- « **VR Saclay sens 2** » située au droit de Saclay entre le PR 10 et le PR 3, dans le sens Province → Paris ;
- « **VR Les Ulis sens 2** » située au droit des Ulis entre le PR 15 et le PR 12.500, dans le sens Province → Paris.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les engagements de l'État et de la région Île-de-France pour le financement de la réalisation du projet de voies dédiées sur la RN 118 Sud comportant les sections « VR Bièvres sens 1 », « VR Saclay sens 1 », « VR Saclay sens 2 » et « VR Les Ulis sens 2 ».

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

**« VR RN118 Sud (91) ».**

## ARTICLE 2 : DÉFINITION ET CONTENU DU PROJET

### 2.1 *Périmètre du projet*

Les études relevant de la présente convention correspondent à :

- la réalisation des études préliminaires d'opportunité et de faisabilité approfondies faisant suite aux études de la révision de Schéma Directeur des Voies Réservées ;
- la réalisation des études préalables au lancement des travaux ;

Le périmètre des études est détaillé au paragraphe « Description du projet ».

### 2.2 *Description du projet*

Le projet concerne l'aménagement de 4 sections de voies réservées au covoiturage et au transports en commun sur la RN118 Sud dans les deux sens.

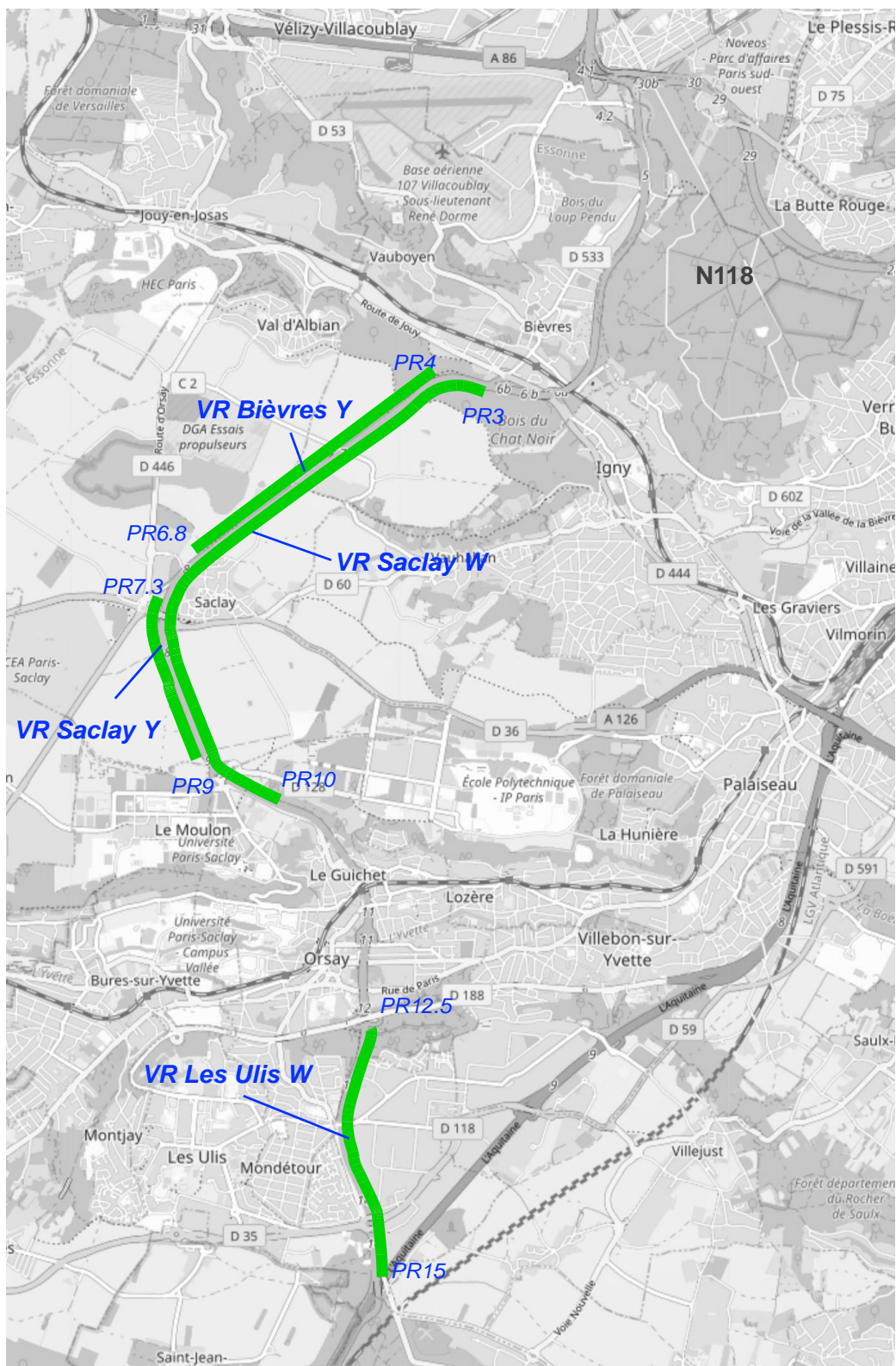


Fig. 1 : Les sections du projet de voie dédiée sur la RN 118 Sud.

- « **VR Bièvres sens 1** », dans le sens Paris → Province : sur une section à 2 voies, étude de la création d'une voie supplémentaire en élargissant la chaussée en TPC entre le PR 4 et le PR 6,8, soit 2,8 km.

- « **VR Saclay sens 1** » dans le sens Paris → Province : sur une section à 2 voies, étude de la création d'une voie supplémentaire en élargissant la chaussée en TPC entre le PR 7.300 et le PR 9, soit 1,7 km.
- « **VR Saclay sens 2** », dans le sens Province → Paris : sur une section à 2 voies, étude de la création d'une voie supplémentaire en élargissant la chaussée en TPC entre le PR 10 et le PR 3 soit 7 km.
- « **VR Les Ulis sens 2** », dans le sens Province → Paris : sur une section à 2 voies, étude de la création d'une voie supplémentaire en élargissant la chaussée à droite entre le PR 15 et le PR 12.500, soit 2,5 km.

## 2.3 Calendrier prévisionnel de réalisation

|  | <b>VR RN118 Sud (91)</b> |
|--|--------------------------|
| <b>Début des études</b>                | <b>2022</b>              |
| <b>Durée prévisionnelle des études</b> | <b>24 mois</b>           |

## ARTICLE 3 : RÔLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

L'État est le maître d'ouvrage du projet. A ce titre, il s'engage à réaliser sous sa responsabilité les études visées à l'article 2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des études pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.

La Région ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient du projet.

## ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

### 4.1 Estimation du coût du projet

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **600 000€ TTC**, non actualisables et non révisables.

### 4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

| <b>VR RN118 Sud (91)</b>                            |                     |
|---|---------------------|
| <b>Postes de dépenses</b>                           | <b>Montants TTC</b> |
| Etudes d'opportunité                                | 300 000€            |
| Etudes et prestations annexes (topo, sondages, ...) | 100 000€            |
| Etudes procédure environnementales                  | 200 000€            |
| <b>Total</b>  | <b>600 000€</b>     |

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale après information des financeurs.

### **4.3 Plan de financement**

Le montant de l'opération prise en compte pour calculer le fonds de concours versé par la Région (montant co-financé) s'élève à 600 000€ TTC.

La Région s'engage à financer ce projet à un taux de 50 % du montant pris en compte pour calculer le fonds de concours soit une participation financière régionale d'un montant maximum de 300 000€.

### **4.4 Modalités de versement des fonds de concours**

#### **4.4.1 Versement des fonds de concours**

Les versements du fonds de concours par la Région au bénéfice de l'État s'effectueront au vu de titres de perception prévoyant un échéancier prévisionnel de versement, défini ainsi comme suit :

- 5% à la signature de la convention,
- 75% à la notification de l'OS de démarrage des études,
- 20% à la fin des études.

#### **4.4.2 Modalités de mandatement**

Le mandatement de la Région est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire de l'État est l'Administrateur Général des Finances Publiques de la Direction Régionale des Finances Publiques.

### **4.5 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région**

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la région Ile-de-France, chaque fonds de concours attribué dans le cadre de la présente convention devient caduc et est annulé si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande complète de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage du projet ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente.

A compter de la date de demande de première demande de versement, l'État dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Dans le cas où la demande de premier versement constitue la demande du solde du projet, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier versement.

#### **4.6 Révision du montant du projet pris en compte pour calculer le fonds de concours**

Le montant du financement régional indiqué à l'article 4.3 constitue un plafond. En l'absence d'accord entre les parties de la présente convention, tout dépassement de ce montant est pris en charge par l'État, maître d'ouvrage du projet.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant total initialement prévu, les participations des financeurs sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté par rapport au montant du projet pris en compte pour calculer le fond de concours indiqué à l'article 4.1. Elles font l'objet d'un versement du fond de concours au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

#### **4.7 Bilan physique et financier du projet**

Un bilan physique et financier sera réalisé à la fin de la présente convention. Ce bilan détaillera le relevé final des dépenses et des recettes réalisées et indiquera le descriptif des réalisations effectuées (dossier d'études, etc.) en justifiant, le cas échéant, les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention.

### **ARTICLE 5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES**

La Région s'engage à :

- informer l'État des fonds de concours reliés à cette convention qui sont présentés en commission permanente.

L'État s'engage à :

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,
- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,
- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région, l'État s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « *action co-financée par la région Île-de-France* » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

L'État, maître d'ouvrage, autorise la Région à utiliser les résultats du projet co-financé (publications, y compris photographiques, communication à des tiers, ...), notamment à des fins de communication relatives à son action institutionnelle. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Pendant la durée des travaux, l'État doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible(s), faisant apparaître la mention « *travaux réalisés avec le concours financier de la région Île-de-France* ».

## **ARTICLE 7 : RESTITUTION DU FONDS DE CONCOURS**

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ses obligations contractuelles ou d'une utilisation du fonds de concours non-conforme à son objet, le fonds de concours est restitué.

Dans ce cas, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 8 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 8 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les Parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation du projet (absence de démarrage des travaux, défaut de versement de la part d'un co-financeur,...). La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressée(s) par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées par l'ensemble des co-financeurs. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation.

## **ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant.

Les avenants de la convention doivent être approuvés par l'ensemble des co-financeurs.

## **ARTICLE 10 : RÈGLEMENT DES LITIGES**

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention doit, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

## ARTICLE 11 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par l'Etat à la Région par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son approbation par la commission permanente de la région Ile-de-France et attribuant les fonds de concours afférents.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 8, soit après le versement du solde du fonds de concours au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4, soit dans le cas d'expiration de la convention par application des règles de caducité prévues à l'article 4.5.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait en 2 exemplaires originaux, le

|  |  |
|--|--|
| Pour l'État,<br><br><b>Le Préfet<br/>de la région Île-de-France</b><br><br><br><br><br><b>Marc GUILLAUME</b> | Pour la Région,<br><br><b>La Présidente<br/>du Conseil régional d'Île-de-France</b><br><br><br><br><br><b>Valérie PÉCRESSE</b> |
|--|--|

## **Annexe 6 : RN 104 voie bus**





|   |
|---|
| <p style="text-align: center;"><b>Convention de financement</b></p> <p style="text-align: center;"><b>RN 104 – Etude Création d'une voie dédiée Evry</b></p> <p style="text-align: center;"><b>- communes de Sainte-Geneviève-des-Bois, Saint-Michel-sur-Orge et Bondoufle (91)</b></p> |
|---|

ENTRE :

L'**État**, représenté par le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers,  
ci-après désigné « l'Etat » ;

ET

La **région Île-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, ou son délégataire, dûment mandatée par délibération n°..... en date du .....  
ci-après désignée « la Région » ;

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** ».

## **Visas**

**Vu** le code des transports ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** la délibération n° CR 53-15 du Conseil régional du 18 juin 2015 approuvant le contrat de plan 2015-2020 ;

**Vu** le contrat de plan État-Région Île-de-France 2015-2020 signé le 9 juillet 2015, modifié par avenant signé le 7 février 2017 ;

**Vu** la délibération du conseil régional n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée ;

**Vu** la délibération n° CR 2021-004 du Conseil régional d'Île-de-France du 4 février 2021 approuvant l'avenant n°2 formalisant la prolongation du contrat de Plan Etat Région Ile de France portant sur le volet « Mobilité Multimodale »

## PREAMBULE

Le projet s'inscrit dans le cadre du développement de l'usage multimodal des voiries autoroutières afin de diminuer la part des véhicules particuliers dans les déplacements en Île-de-France. Il fait partie du programme prioritaire de réalisation des voies bus sur le réseau structurant, décidé par le Secrétaire d'État chargé des transports et de la pêche en juin 2014 et figurant au Contrat de plan État-Région (CPER) 2015/2020, révisé par avenant du 7 février 2017, pour un montant total de 65 M€ TTC.

Le projet correspond à l'aménagement d'une voie dédiée aux bus et/ou au covoiturage sur la RN104 entre les communes de Saint-Michel-sur-Orge et de Bondoufle. Il s'agit du corridor dit « N104 Évry » découpé en deux zones.



**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les engagements de l'État et de la région Île-de-France pour le financement pour les études d'une voie dédiée sur la RN104 entre les communes de Sainte-Geneviève-des-Bois et Saint-Michel-sur-Orge (91) dans le cadre du CPER 2015 – 2020.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

**« RN104 Voie dédiée Evry – Etudes(91) ».**

## ARTICLE 2 : DÉFINITION ET CONTENU DU PROJET

### 2.1 Périmètre du projet

Les études relevant de la présente convention correspondent à :

- la réalisation des études d'opportunité puis de maîtrise d'œuvre jusqu'à la phase de conception détaillée, préalables au lancement des travaux ;
- la réalisation des reconnaissances et diagnostics de terrain nécessaires à ces études : topographie, géotechnique, hydrogéologie, comptages de trafic etc. ;
- la réalisation de menus travaux nécessaires à ces reconnaissances de terrain : débroussaillage et balisage pour neutralisation de voies circulées.

### 2.2 Description du projet

Le projet consiste à aménager une voie dédiée sur la RN104 extérieure par ajout d'une voie supplémentaire aux deux voies de circulation existante. Les premières études orientent vers

une voie type VR2/3+ (autorisée aux covoitureurs, TC, taxis et véhicules à faible émission), créée par élargissement de la chaussée à gauche. La voie dédiée serait ouverte en permanence avec exploitation dynamique de la vitesse autorisée. Elle serait scindée en deux tronçons : zone 1 entre les diffuseurs 41 et 40, zone 2 entre les diffuseurs 39 et 37, voire 36. La zone 2 présente a priori un meilleur bilan que la zone 1. Le choix de poursuivre les études sur les zones 1 et/ou 2 sera fait à l'issue des études d'opportunité.

## 2.3 Calendrier prévisionnel de réalisation

|  |                |
|--|----------------|
| <b>Début des études</b>                | <b>2022</b>    |
| <b>Durée prévisionnelle des études</b> | <b>18 mois</b> |

## ARTICLE 3 : RÔLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

L'État est le maître d'ouvrage du projet. A ce titre, il s'engage à réaliser sous sa responsabilité les études visées à l'article 2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des études pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.

La Région ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient du projet.

## ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

### 4.1 Estimation du coût du projet

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **500 000 € TTC**, non actualisables et non révisables.

### 4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

| <b>RN104 Voie dédiée Evry</b>                                    |                     |
|--|---------------------|
| <b>Postes de dépenses</b>  | <b>Montants TTC</b> |
| Etudes d'opportunité   | 175 000 €           |
| Reconnaitances de terrain, y compris débroussaillage et balisage | 125 000 €           |
| Etudes de maîtrise d'œuvre en phase de conception détaillée      | 200 000 €           |
| <b>Total</b>   | <b>500 000 €</b>    |

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale après information des financeurs.

### **4.3 Plan de financement**

Le montant de l'opération prise en compte pour calculer le fonds de concours versé par la Région (montant co-financé) s'élève à 500 000 € TTC.

La Région s'engage à financer ce projet à un taux de 50 % du montant pris en compte pour calculer le fonds de concours soit une participation financière régionale d'un montant maximum de 250 000 € TTC.

### **4.4 Modalités de versement des fonds de concours**

#### **4.4.1 Versement des fonds de concours**

Les versements du fonds de concours par la Région au bénéfice de l'État s'effectueront au vu de titres de perception prévoyant un échéancier prévisionnel de versement, défini ainsi comme suit :

- 5% à la signature de la convention,
- 75% à la notification de l'OS de démarrage des études,
- 20% à la fin des études.

#### **4.4.2 Modalités de mandatement**

Le mandatement de la Région est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire de l'État est l'Administrateur Général des Finances Publiques de la Direction Régionale des Finances Publiques.

### **4.5 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région**

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la région Ile-de-France, chaque fonds de concours attribué dans le cadre de la présente convention devient caduc et est annulé si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande complète de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage du projet ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente.

A compter de la date de demande de première demande de versement, l'État dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Dans le cas où la demande de premier versement constitue la demande du solde du projet, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier versement.

#### **4.6 Révision du montant du projet pris en compte pour calculer le fonds de concours**

Le montant du financement régional indiqué à l'article 4.3 constitue un plafond. En l'absence d'accord entre les parties de la présente convention, tout dépassement de ce montant est pris en charge par l'État, maître d'ouvrage du projet.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant total initialement prévu, les participations des financeurs sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté par rapport au montant du projet pris en compte pour calculer le fonds de concours indiqué à l'article 4.1. Elles font l'objet d'un versement du fonds de concours au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

#### **4.7 Bilan physique et financier du projet**

Un bilan physique et financier sera réalisé à la fin de la présente convention. Ce bilan détaillera le relevé final des dépenses et des recettes réalisées et indiquera le descriptif des réalisations effectuées (dossier d'études, etc.) en justifiant, le cas échéant, les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention.

### **ARTICLE 5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES**

La Région s'engage à :

- informer l'État des fonds de concours reliés à cette convention qui sont présentés en commission permanente.

L'État s'engage à :

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,
- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,
- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région, l'État s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « *action co-financée par la région Île-de-France* » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

L'État, maître d'ouvrage, autorise la Région à utiliser les résultats du projet co-financé (publications, y compris photographiques, communication à des tiers, ...), notamment à des fins de communication relatives à son action institutionnelle. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Pendant la durée des travaux, l'État doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible(s), faisant apparaître la mention « *travaux réalisés avec le concours financier de la région Île-de-France* ».

## **ARTICLE 7 : RESTITUTION DU FONDS DE CONCOURS**

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ses obligations contractuelles ou d'une utilisation du fonds de concours non-conforme à son objet, le fonds de concours est restitué.

Dans ce cas, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 8 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 8 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les Parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation du projet (absence de démarrage des travaux, défaut de versement de la part d'un co-financeur,...). La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressée(s) par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées par l'ensemble des co-financeurs. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation.

## **ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant.

Les avenants de la convention doivent être approuvés par l'ensemble des co-financeurs.

## **ARTICLE 10 : RÈGLEMENT DES LITIGES**

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention doit, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

## ARTICLE 11 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par l'Etat à la Région par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son approbation par la commission permanente de la région Ile-de-France et attribuant les fonds de concours afférents.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 8, soit après le versement du solde du fonds de concours au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4, soit dans le cas d'expiration de la convention par application des règles de caducité prévues à l'article 4.5.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait en 2 exemplaires originaux, le

|  |  |
|--|--|
| Pour l'État,<br><br><b>Le Préfet<br/>de la région Île-de-France</b><br><br><br><br><br><br><br><br><br><br><b>Marc GUILLAUME</b> | Pour la Région,<br><br><b>La Présidente<br/>du Conseil régional d'Île-de-France</b><br><br><br><br><br><br><br><br><br><br><b>Valérie PÉCRESSE</b> |
|--|--|



## **Annexe 7 : Convention financement A6 Chilly-Mazarin**



|   |
|---|
| <p style="text-align: center;"><b>Convention de financement</b></p> <p style="text-align: center;"><b>A6 - Etude d'opportunité d'un diffuseur et d'une collectrice à Chilly-Mazarin</b></p> |
|---|

ENTRE :

L'**État**, représenté par le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers,  
ci-après désigné « l'Etat » ;

ET

La **région Île-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, ou son délégataire, dûment mandatée par délibération n°..... en date du .....  
ci-après désignée « la Région » ;

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** ».

## **Visas**

**Vu** le code des transports ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** la délibération n° CR 53-15 du Conseil régional du 18 juin 2015 approuvant le contrat de plan 2015-2020 ;

**Vu** le contrat de plan État-Région Île-de-France 2015-2020 signé le 9 juillet 2015, modifié par avenant signé le 7 février 2017 ;

**Vu** la délibération du conseil régional n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée ;

**Vu** la délibération n° CR 2021-004 du Conseil régional d'Île-de-France du 4 février 2021 approuvant l'avenant n°2 formalisant la prolongation du contrat de Plan Etat Région Ile de France portant sur le volet « Mobilité Multimodale »

## **PREAMBULE**

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'opération de « résorption de points de congestion (A6/A10/A86) – Etudes » inscrit aux études et interventions générales du volet mobilité du contrat de plan Etat - Région en Île-de-France 2015-2020.

Il consiste en la création d'un nouveau diffuseur sur l'A6 à Wissous et d'une collectrice sur l'A6 sens Paris-Provence à hauteur de Chilly-Mazarin et a pour objectif de fluidifier et sécuriser la circulation sur A6 et sur le réseau viaire local.

Une première phase d'études d'opportunité, réalisée sous maîtrise d'ouvrage DiRIF en 2021 pour un montant de 70 k€ TTC et financée 100% par l'Etat, a permis d'apprécier la faisabilité et l'opportunité de ces deux objets. La présente convention permet de poursuivre les études sur le projet de collectrice pour lequel l'intérêt de l'État, la Région et les collectivités locales est partagé.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de préciser les engagements de l'État et de la région Île-de-France pour le financement des études d'opportunité d'un diffuseur et d'une collectrice sur l'A6 à hauteur de Chilly-Mazarin.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

**« A6 études d'opportunité Chilly-Mazarin ».**

## **ARTICLE 2 : DÉFINITION ET CONTENU DU PROJET**

### **2.1 Périimètre du projet**

Les études et travaux relevant de la présente convention correspondent à :

- la réalisation d'études d'opportunité de phase 1 et 2 préalables à une concertation et une décision ministérielle en opportunité ;
- la réalisation des reconnaissances et diagnostics de terrain nécessaires à ces études : topographie, comptages de trafic etc ;
- la réalisation de menus travaux nécessaires à ces reconnaissances de terrain : débroussaillage et balisage pour neutralisation de voies circulées.
- Les frais de concertation au titre du code de l'urbanisme ou de l'environnement selon le cas.

### **2.2 Description du projet**

Une étude de trafic globale portant sur la congestion du secteur A6/A126/A10/RN20/RD120 a été réalisée en 2019/2020, grâce à la convention de financement du 19 septembre 2019 passée entre l'État, la région Île-de-France, le Département de l'Essonne, la Communauté d'agglomération Paris-Saclay et la ville de Chilly-Mazarin.

Il en est ressorti l'intérêt potentiel de deux aménagements sur l'A6 : un nouveau diffuseur complet à hauteur de Wissous, et une collectrice dans le sens Y à hauteur de Chilly-Mazarin.

La DiRIF a mis à l'étude d'opportunité ces deux aménagements en 2021. Il en est ressorti l'intérêt partagé, pour le réseau routier national et pour le réseau viaire local, du projet de collectrice. Les bénéfices, coûts et conditions de faisabilité ont été esquissées et invitent à poursuivre l'étude d'opportunité :

- d'une collectrice sur l'A6 sur environ 2km dans le sens Paris-Provence à hauteur de Chilly-Mazarin
- de la suppression de la liaison A126 Est → A6 Province
- au profit de la création d'une nouvelle bretelle d'entrée sur l'A6 depuis la RD120.
- de la mise aux normes de l'assainissement de l'A6 sur la section aménagée par la même occasion.

### 2.3 Calendrier prévisionnel de réalisation

|  | <b>A6 collectrice</b> |
|--|-----------------------|
| <b>Date prévisionnelle de début des études</b> | <b>2022</b>           |
| <b>Durée prévisionnelle des études</b>         | <b>18 mois</b>        |
| <b>Date envisagée pour la concertation</b>     | <b>2023</b>           |

## ARTICLE 3 : RÔLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

L'État est le maître d'ouvrage du projet. A ce titre, il s'engage à réaliser sous sa responsabilité les études visées à l'article 2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des études pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.

La Région ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient du projet.

## ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

### 4.1 Estimation du coût du projet

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **300 000 € TTC**, non actualisables et non révisables.

### 4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

| <b>A6 collectrice</b>     |                     |
|---------------------------|---------------------|
| <b>Postes de dépenses</b> | <b>Montants TTC</b> |
| Etudes d'opportunité      | 150 000,00 €        |
| Reconnaitances de terrain | 75 000,00 €         |
| Frais de concertation     | 75 000,00 €         |
| Total                     | 300 000,00 €        |

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale après information des financeurs.

#### **4.3 Plan de financement**

Le montant total des études d'opportunité est estimé à 370 000 €. Une 1<sup>ère</sup> phase de ces études estimée à 70 000 € financée par l'Etat a été réalisée par la DIRIF.

Le montant restant à co-financer est estimé à 300 000 €. Compte tenu du financement de la 1<sup>ère</sup> phase, la répartition financière de cette 2<sup>ème</sup> phase est la suivante :

| Objet   | Montant Etat     | Montant RIF      | Total            |
|---|------------------|------------------|------------------|
| 1 <sup>ère</sup> phase d'études d'opportunité       | 70 000 €         | 0                | 70 000 €         |
| <b>2<sup>ème</sup> phase d'études d'opportunité</b> | <b>115 000 €</b> | <b>185 000 €</b> | <b>300 000 €</b> |
| <b>Clé</b>  | <b>38,33 %</b>   | <b>61,67 %</b>   | <b>100%</b>      |
| Total   | 185 000 €        | 185 000 €        | 370 000 €        |
| Clé   | 50 %             | 50 %             | 100 %            |

La Région s'engage à financer ce projet à un taux de 61,67 % du montant pris en compte soit une participation financière régionale d'un montant maximum de 185 000 € TTC.

#### **4.4 Modalités de versement des fonds de concours**

##### **4.4.1 Versement des fonds de concours**

Les versements du fonds de concours par la Région au bénéfice de l'État s'effectueront au vu de titres de perception prévoyant un échéancier prévisionnel de versement, défini ainsi comme suit :

- 5% à la signature de la convention,
- 75% à la notification de l'OS de démarrage des études,
- 20% à la fin des études.

##### **4.4.2 Modalités de mandatement**

Le mandatement de la Région est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire de l'État est l'Administrateur Général des Finances Publiques de la Direction Régionale des Finances Publiques.

#### **4.5 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région**

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France, chaque fonds de concours attribué dans le cadre de la présente convention devient caduc et est annulé si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande complète de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage du projet ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente.

A compter de la date de première demande de versement, l'État dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Dans le cas où la demande de premier versement constitue la demande du solde du projet, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier versement.

#### **4.6 Révision du montant du projet pris en compte pour calculer le fonds de concours**

Le montant du financement indiqué à l'article 4.3 constitue un plafond. En l'absence d'accord entre les parties de la présente convention, tout dépassement de ce montant est pris en charge par l'État, maître d'ouvrage du projet.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant total initialement prévu, les participations des financeurs sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté par rapport au montant du projet pris en compte pour calculer le fonds de concours indiqué à l'article 4.1. Elles font l'objet d'un versement du fonds de concours au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

#### **4.7 Bilan physique et financier du projet**

Un bilan physique et financier sera réalisé à la fin de la présente convention. Ce bilan détaillera le relevé final des dépenses et des recettes réalisées et indiquera le descriptif des réalisations effectuées (dossier d'études, etc.) en justifiant, le cas échéant, les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention.

### **ARTICLE 5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES**

La Région s'engage à :

- informer l'État des fonds de concours liés à cette convention qui sont présentés en commission permanente.

L'État s'engage à :

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,
- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,
- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région, l'État s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « *action co-financée par la région Île-de-France* » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

L'État, maître d'ouvrage, autorise la Région à utiliser les résultats du projet co-financé (publications, y compris photographiques, communication à des tiers, ...), notamment à des fins de communication relatives à son action institutionnelle. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Pendant la durée des travaux, l'État doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible(s), faisant apparaître la mention « *travaux réalisés avec le concours financier de la région Île-de-France* ».

## **ARTICLE 7 : RESTITUTION DU FONDS DE CONCOURS**

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ses obligations contractuelles ou d'une utilisation du fonds de concours non-conforme à son objet, le fonds de concours est restitué.

Dans ce cas, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 8 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 8 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les Parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation du projet (absence de démarrage des travaux, défaut de versement de la part d'un co-financeur,...). La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressée(s) par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées par l'ensemble des co-financeurs. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation.

## **ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant.

Les avenants de la convention doivent être approuvés par l'ensemble des co-financeurs.



## ARTICLE 10 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention doit, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

## ARTICLE 11 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par l'Etat à la Région par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son approbation par la commission permanente de la région Île-de-France et attribuant les fonds de concours afférents.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 8, soit après le versement du solde du fonds de concours au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4, soit dans le cas d'expiration de la convention par application des règles de caducité prévues à l'article 4.5.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait en 2 exemplaires originaux, le

|  |  |
|--|--|
| Pour l'État,<br><br><b>Le Préfet<br/>de la région Île-de-France</b><br><br><br><br><br><br><br><br><br><b>Marc GUILLAUME</b> | Pour la Région,<br><br><b>La Présidente<br/>du Conseil régional d'Île-de-France</b><br><br><br><br><br><br><br><br><br><b>Valérie PÉCRESSE</b> |
|--|--|

## **Annexe 8 : Convention RN10 Rambouillet**

## RN10 Rambouillet

Convention de financement relative aux études du  
diffuseur Eveuse

**2022**

## Sommaire

### Table des matières

|  |    |
|--|----|
| <b>PREAMBULE</b>   | 5  |
| <b>ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION</b>  | 5  |
| <b>ARTICLE 2 : DÉFINITION ET CONTENU DU PROJET</b>                                     | 6  |
| 2.1 Périmètre du projet  | 6  |
| 2.2 Description du projet  | 6  |
| 2.3 Calendrier prévisionnel de réalisation   | 6  |
| <b>ARTICLE 3 : RÔLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES</b>                                    | 6  |
| <b>ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES</b>  | 6  |
| 4.1 Estimation du coût de l'opération  | 7  |
| 4.2 Coûts détaillés  | 7  |
| 4.3 Plan de financement  | 7  |
| 4.4 Modalités de versement des fonds de concours                                       | 7  |
| 4.4.1 Versement des fonds de concours  | 7  |
| 4.4.2 Modalités de mandatement   | 7  |
| 4.5 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région                             | 8  |
| 4.6 Révision du montant du projet pris en compte pour calculer le<br>fonds de concours | 8  |
| 4.7 Bilan physique et financier du projet  | 8  |
| <b>ARTICLE 5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES</b>                           | 8  |
| <b>ARTICLE 6 : DATE D'EFFET – DUREE DE LA CONVENTION</b>                               | 9  |
| <b>ARTICLE 7 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION</b>                             | 9  |
| <b>ARTICLE 8 : RESTITUTION DU FONDS DE CONCOURS</b>                                    | 9  |
| <b>ARTICLE 9 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION</b>  | 10 |
| <b>ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION</b>                                      | 10 |
| <b>ARTICLE 11 : RÈGLEMENT DES LITIGES</b>  | 10 |

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ou son délégataire, dûment mandatée par la délibération n° CP \_\_\_\_\_ de la commission permanente du Conseil régional d'Île-de-France en date du \_\_\_\_\_,

**Ci-après désignée « la Région »**

Et

- **L'État**, représenté par le Préfet de la région Île-de-France, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers,

**Ci-après désigné « l'Etat »**

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** ».

## **Visas**

**Vu** le code des transports ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** la délibération n° CR 53-15 du Conseil régional du 18 juin 2015 approuvant le contrat de plan 2015-2020 ;

**Vu** le contrat de plan État-Région Île-de-France 2015-2020 signé le 9 juillet 2015, modifié par avenant signé le 7 février 2017 ;

**Vu** la délibération du conseil régional n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée ;

**Vu** la délibération n° CR 2021-004 du Conseil régional d'Île-de-France du 4 février 2021 approuvant l'avenant n°2 formalisant la prolongation du contrat de Plan Etat Région Ile de France portant sur le volet « Mobilité Multimodale »

**Il est convenu ce qui suit :**

**Définitions**

*Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :*

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux...) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.

**PREAMBULE**

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'opération de doublement de la RN10 en déviation de Rambouillet.

Cette opération bénéficie d'une déclaration d'utilité publique en date du 4 juin 2008 et a donné lieu à une première phase de travaux au niveau du diffuseur du Moulinet en 2018/2019, grâce à la convention de financement en date du 16 mai 2018 passée entre l'État, la région Île-de-France, le Département des Yvelines et la Communauté d'agglomération Rambouillet Territoires.

La DUP de 2008 prévoyait, en compensation de la suppression du demi-échangeur des Eveuses, la réalisation de voies latérales, en tant que travaux connexes au programme général de travaux, sous maîtrise d'ouvrage de la communauté de communes Plaines et Forêts d'Yvelines, aujourd'hui Rambouillet Territoires.

Ces travaux connexes, qui nécessitaient leur propre déclaration d'utilité publique, n'ont pas été réalisés pour des raisons financières et d'acceptabilité. Afin de préserver la possibilité de réaliser l'intégralité du doublement de la RN10 en déviation de Rambouillet, des solutions alternatives doivent être étudiées, ce qui est l'objet de la présente convention. Si une solution opportune se dégage de ces études, l'opération globale pourra, le cas échéant, faire l'objet d'une nouvelle demande de déclaration d'utilité publique.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de préciser les engagements de l'État et de la région Île-de-France pour le financement d'études d'opportunité du traitement du demi-diffuseur des Eveuses, dans le cadre de la mise à 2x2 voies de la RN10 en déviation de Rambouillet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

**« RN10 Rambouillet – Etudes diffuseur Eveuses »**

## ARTICLE 2 : DÉFINITION ET CONTENU DU PROJET

### 2.1 Périmètre du projet

Les études et travaux relevant de la présente convention correspondent à :

- la réalisation d'études d'opportunité de variantes de traitement du demi-diffuseur des Eveuses ;
- la réalisation des reconnaissances et diagnostics de terrain nécessaires à ces études : topographie, comptages de trafic etc ;
- la réalisation de menus travaux nécessaires à ces reconnaissances de terrain : débroussaillage et balisage pour neutralisation de voies circulées ;
- Les frais de concertation.

### 2.2 Description du projet

Le programme général de travaux de doublement de la RN10 en déviation de Rambouillet comporte la suppression du demi-diffuseur des Eveuses, et la réalisation d'une voie de désenclavement entre la RD906 et la RD936, à l'Est de la RN10.

La remise en cause de ce parti d'aménagement peut se faire par l'alternative suivante :

- soit le maintien du demi-diffuseur des Eveuses, moyennant sa mise aux normes de sécurité routière ;
- soit la suppression, partielle ou totale, de ce demi-diffuseur, et le report du trafic sur une voie de désenclavement à créer, avec plusieurs tracés à explorer.

Ces solutions doivent être explorées avec suffisamment de précision pour, d'une part s'assurer de leur conformité aux règles de sécurité routière, d'autre part apprécier finement les impacts sur l'environnement, y compris humain et foncier, de manière à statuer sur les autorisations à solliciter ultérieurement pour les permettre.

Elles devront le cas échéant faire l'objet d'une concertation pour s'assurer de leur acceptabilité par les riverains concernés.

### 2.3 Calendrier prévisionnel de réalisation

|  | <b>RN10 Rambouillet Eveuses</b> |
|--|---------------------------------|
| <b>Date prévisionnelle de début des études</b> | 2022                            |
| <b>Durée prévisionnelle des études</b>         | 12 mois                         |
| <b>Date envisagée pour la concertation</b>     | 2023                            |

## ARTICLE 3 : RÔLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

L'État est le maître d'ouvrage du projet. A ce titre, il s'engage à réaliser sous sa responsabilité les études visées à l'article 2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des études pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.

La Région ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient du projet.

## ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES



#### 4.1 Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **200 000€ € TTC**, non actualisables et non révisables.

#### 4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

| <b>RN10 Rambouillet Eveuses</b> |                     |
|---------------------------------|---------------------|
| <b>Postes de dépenses</b>       | <b>Montants TTC</b> |
| Etudes d'opportunité            | 150 000,00 €        |
| Reconnaitssances de terrain     | 25 000,00 €         |
| Frais de concertation           | 25 000,00 €         |
| <b>Total</b>                    | <b>200 000,00 €</b> |

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale après information des financeurs.

#### 4.3 Plan de financement

Le montant de l'opération prise en compte pour calculer le fonds de concours versé par la Région (montant co-financé) s'élève à 200 000 € TTC.

La Région s'engage à financer ce projet à un taux de 50 % du montant pris en compte pour calculer le fonds de concours soit une participation financière régionale d'un montant maximum de 100 000 € TTC.

#### 4.4 Modalités de versement des fonds de concours

##### 4.4.1 Versement des fonds de concours

Les versements du fonds de concours par la Région au bénéfice de l'État s'effectueront au vu de titres de perception prévoyant un échéancier prévisionnel de versement, défini ainsi comme suit :

- 5% à la signature de la convention,
- 75% à la notification de l'OS de démarrage des études,
- 20% à la fin des études.

##### 4.4.2 Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire de l'État est l'Administrateur Général des Finances Publiques de la Direction Régionale des Finances Publiques.

#### **4.5 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région**

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la région Ile-de-France, chaque fonds de concours attribué dans le cadre de la présente convention devient caduc et est annulé si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande complète de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage du projet ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de première demande de versement, l'État dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Dans le cas où la demande de premier versement constitue la demande du solde du projet, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier versement.

#### **4.6 Révision du montant du projet pris en compte pour calculer le fonds de concours**

Le montant du financement régional indiqué à l'article 4.3 constitue un plafond. En l'absence d'accord entre les parties de la présente convention, tout dépassement de ce montant est pris en charge par l'État, maître d'ouvrage du projet.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant total initialement prévu, les participations des financeurs sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté par rapport au montant du projet pris en compte pour calculer le fond de concours indiqué à l'article 4.1. Elles font l'objet d'un versement du fond de concours au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

#### **4.7 Bilan physique et financier du projet**

Un bilan physique et financier sera réalisé à la fin de la présente convention. Ce bilan détaillera le relevé final des dépenses et des recettes réalisées et indiquera le descriptif des réalisations effectuées (dossier d'études, etc.) en justifiant, le cas échéant, les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention.

### **ARTICLE 5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES**

La Région s'engage à :

- informer l'État des fonds de concours reliés à cette convention qui sont présentés en commission permanente.

L'État s'engage à :

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,
- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,
- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

## **ARTICLE 6 : DATE D'EFFET – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties. Elle tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de la délibération de la commission permanente de la Région l'approuvant et attribuant les subventions afférentes, ou de la date indiquée dans la délibération si elle différente.

Elle prend fin :

- soit au versement du solde du fonds de concours, selon les modalités prévues à l'article 4.4.1,
- soit à la date de la constatation de la caducité de la subvention, selon les modalités prévues à l'article 4.5,
- soit en cas de résiliation de la convention, selon les modalités prévues à l'article 9.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région, l'État s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « *action co-financée par la région Île-de-France* » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

L'État, maître d'ouvrage, autorise la Région à utiliser les résultats du projet co-financé (publications, y compris photographiques, communication à des tiers, ...), notamment à des fins de communication relatives à son action institutionnelle. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Pendant la durée des travaux, l'État doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible(s), faisant apparaître la mention « *travaux réalisés avec le concours financier de la région Île-de-France* ».

## **ARTICLE 8 : RESTITUTION DU FONDS DE CONCOURS**

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ses obligations contractuelles ou d'une utilisation du fonds de concours non-conforme à son objet, le fonds de concours est restitué.

Dans ce cas, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 9 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 9 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les Parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation de l'opération (absence de démarrage des travaux, défaut de versement de la part d'un co-financeur, ...). La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressée(s) par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf :

- si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées ;
- Si l'inexécution de la ou des obligations résultent d'un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées par la région Île-de-France. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au bénéfice de l'état.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant.

Les éventuels avenants de la convention devront être approuvés par la commission permanente de la région Île-de-France.

## **ARTICLE 11 : RÈGLEMENT DES LITIGES**

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention doit, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

|   |   |
|---|---|
| <p>Pour l'État,</p> <p><b>Marc GUILLAUME</b></p> <p>Préfet de la région Île-de-France</p> | <p>Pour la Région,</p> <p><b>Valérie PÉCRESSE</b></p> <p>Présidente du Conseil régional d'Île-de-France</p> |
|---|---|

## **Annexe 9: Convention SIPPEREC**

# CONVENTION N°

Entre

La région Île-de-France, représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente du conseil régional d'Île-de-France ou son délégataire, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, agissant en application de la délibération n° CP2022-082 du 23 mars 2022, ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : SIPPEREC (Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour les Energies et les Réseaux de Communication)  
dont le statut juridique est : syndicat mixte  
N° SIRET : 257 500 041 00047  
Code APE : 8411Z  
dont le siège social est situé au : 173 rue de Bercy 75012 Paris  
ayant pour représentant : Jacques JP MARTIN, Président  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

## **PREAMBULE :**

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Politique régionale de soutien à l'électromobilité » adopté dans le cadre de l'actualisation du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route en faveur de l'électromobilité, par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021, et des conditions suivantes.

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N° **CP 2022-082 du 23 mars 2022**, la région Île-de-France a décidé de soutenir le **SIPPEREC pour la mise à niveau et le déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques dans les communes de :**

- **Seine-Saint-Denis (93) : Aubervilliers,**
- **Val-de-Marne (94) : Sucy-en-Brie.**

Le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention, avec les références suivantes : **ELECTROMOBILITE - SIPPEREC - INSTALLATION - SUBVENTION N°8 (n° 22002141).**

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 255 800,70 € H.T., soit un **montant maximum de subvention de 127 900,35 €.**

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter la réglementation nationale (Code de la route) et les préconisations du CEREMA en la matière.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 15 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité : installation ou mise à niveau d'infrastructures de recharge pour les véhicules électriques, à en assurer la gestion et l'entretien.

À la livraison du bien subventionné, le bénéficiaire s'engage à fournir, dans un format compatible avec la base de données régionale, les API contenant les données statiques et dynamiques des IRVE, dont le détail est précisé en annexe.

#### ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter un nombre global de stagiaires ou alternants, au titre des subventions versées en 2021, pour une période minimale de deux mois. Le nombre de stagiaires sera défini dans le cadre d'une convention annuelle ad hoc.

Le bénéficiaire saisit ces offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

#### ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informar la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

#### ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La Région pourra utiliser les données statiques et dynamiques liées aux IRVE subventionnées, afin de mettre à disposition de manière ouverte une cartographie des IRVE en IDF.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication



relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

### **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

#### **ARTICLE 3.1 : CADUCITE**

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande complète de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la présidente de la Région, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente de la Région. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

#### **ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT**

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

##### **ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

##### **ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE**

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche, ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux conforme au plan d'ouvrage exécuté et annexé.

Le solde de la subvention sera par ailleurs soumis à l'obtention du Label régional pour les IRVE selon les dispositions de la politique régionale en faveur de l'électromobilité.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de

la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Le versement du solde est également subordonné à la production de 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

### **ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE**

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

### **ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution de la subvention par la commission permanente régionale, et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution, par la commission permanente régionale, de la subvention au bénéficiaire.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet ».

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente du conseil régional d'Île-de-France  
Valérie PÉCRESSE

Le

Le président du SIPPEREC  
Jacques JP MARTIN

## **ANNEXE 1 : Label régional pour les IRVE**

Toutes les IRVE subventionnées par ce dispositif doivent respecter les critères du label régional pour les IRVE. Toute IRVE subventionnée devra obtenir le label une fois mise en service.

Le label régional pour les IRVE garantit d'une part une qualité de service minimale aux usagers et d'autre part aux maîtres d'ouvrage une visibilité des IRVE labellisées.

Pour être labellisées, les IRVE devront respecter l'ensemble des critères suivants :

### **a. CRITERES TECHNIQUES :**

Les IRVE labellisées devront :

- être situées en Île-de-France ;
- être sur le domaine public ou être physiquement accessibles au public, y compris moyennant une autorisation ou le paiement d'un droit d'accès ;
- être associées à des place(s) de stationnement identifiée(s) et signalée(s) ;
- respecter les termes du décret n° 2017-26 et notamment disposer d'un système de paiement à l'acte et d'identification du contrat de service de l'utilisateur ;
- disposer d'un système de supervision à distance de l'IRVE et de la recharge permettant le paramétrage et la gestion des accès, le contrôle de fonctionnement, le suivi des charges, et de communiquer l'information de localisation, de fonctionnement (opérationnelle ou en panne) et d'utilisation de l'IRVE ;
- disposer d'un système permettant le moment venu de donner des consignes de modulation de la puissance maximale des IRVE.

### **b. CRITERES « SERVICES ET ITINERANCE DE LA RECHARGE »**

Les IRVE labellisées devront être accessibles à tout opérateur de mobilité, permettant un accès « sans frontière » au sein de l'IDF. Elles devront ainsi partager les données suivantes de manière ouverte et gratuite :

- la géolocalisation des IRVE ;
- la puissance et le type de prises disponibles ;
- la disponibilité des points de charge ;
- toute information de non fonctionnement (de manière immédiate) ;

Les IRVE labellisées devront également :

- permettre l'itinérance de la recharge sur la totalité du territoire francilien par une connexion à une plateforme d'interopérabilité du type GIREVE ;
- permettre aux opérateurs de mobilité d'accéder de manière ouverte à tous les services proposés par la borne.

### **c. CRITERES « DISPONIBILITE ET MAINTENANCE »**

En termes de disponibilité, les garanties suivantes devront être apportées :

- le cumul de temps en défaut d'une station de recharge ne peut pas être supérieur à 8 jours/an ;
- les sessions de recharge des véhicules autorisés ne sont pas interrompues avant la fin de la durée prévue, du fait de l'IRVE, dans 95% des sessions de recharge sur 1 an.

Les IRVE labellisées devront :

- être sous contrat de maintenance tout le temps de la labellisation. Ce contrat devra au minimum prévoir :
  - une correction des anomalies majeures :
    - dans les quinze (15) minutes par téléopération pour les corrections des anomalies concernant le système permettant l'autorisation d'accès à la recharge, le verrouillage ou le déverrouillage du socle ou connecteur d'un point de recharge,
    - dans les cinq (5) jours ouvrés les autres anomalies de matériel ;
  - partager de manière ouverte et gratuite, en cas de panne, dans la limite d'un jour ouvré une information sur la date de remise en état de l'IRVE ;
  - un dispositif permettant à un usager de signaler une panne ;
  - un centre d'appel téléphonique dont le numéro est affiché dans la station de recharge et accessible 24h/24 et 7j/7.
- permettre, ainsi que la supervision, de contrôler le fonctionnement effectif des éléments principaux (disjoncteur, communication, etc.) afin de déclencher une intervention de maintenance afin de garantir une vraie disponibilité auprès des usagers.

### **d. CRITERES « COMMUNICATION DES DONNEES »**

Les IRVE labellisées devront :

- partager de manière ouverte et gratuite tout changement de donnée dynamique d'un point de recharge (puissance maximale disponible...), en moins d'une (1) minute ;
- permettre de notifier aux utilisateurs (SMS, application...) ou à leur opérateur de mobilité les interruptions de recharge éventuelles ;
- permettre d'envoyer au client le compte-rendu de recharge (CDR) d'une session aussitôt que possible et en tous cas conformément au contrat commercial. Le CDR contient toutes les informations convenues par contrat, notamment les paramètres de calcul du prix de la session de recharge et si possible ce prix, ainsi qu'à minima la durée totale de la session et le nombre de kWh délivrés.

En octroyant le label, la Région offre de la visibilité aux bénéficiaires en référençant les points de charge répondant au référentiel sur une carte régionale ouverte (open data). Elle pourra également valoriser les détenteurs du label lors de campagne de communication grand public ou de séminaires professionnels.

Si, après octroi de la subvention, le bénéficiaire modifie les caractéristiques ou le niveau de service fourni par ses IRVE, il doit en informer la Région, qui se réserve le droit de suspendre la subvention si les critères du label ne sont plus respectés.

Si dans les 5 ans qui suivent le versement du solde de la subvention régionale, une IRVE subventionnée ne respectait plus les critères du label régional pour les IRVE, la Région pourra demander le remboursement de tout ou partie de la subvention au bénéficiaire.

## **ANNEXE 2 : Données à transmettre à la Région**

Afin de pouvoir faire figurer les IRVE subventionnées sur la cartographie régionale, le bénéficiaire transmettra à la Région, via une API, toutes les données statiques et dynamiques utiles à l'utilisateur.

Il s'agira notamment des données suivantes :

- géolocalisation des IRVE
- nom du réseau
- puissance maximale disponible
- type de prise
- disponibilité en temps réel des points de charge
- information liée à une éventuelle indisponibilité en temps réel
- tarification de l'opérateur de recharge
- types de paiement autorisés
- services fournis (réservation...)

La liste pourra être complétée par la Région.

La Région précisera au bénéficiaire le format attendu.

## **Annexe 10 : Convention SIGEIF**

# CONVENTION

Entre

La région Île-de-France, représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, présidente du conseil régional d'Île-de-France ou son délégataire, dont le siège est situé au 2 rue Simone-Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, agissant en application de la délibération n° n° CP2022-082 du 23 mars 2022, ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France (SIGEIF) dont le statut juridique est : 7354 – Syndicat mixte fermé  
N° SIRET : 200 050 433 00024  
Code APE : 8413Z – Administration publique (tutelle) des activités économiques dont le siège social est situé au : 64 bis rue de Monceau, 75008 Paris  
ayant pour représentant Jean-Jacques GUILLET, président  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

## PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Politique régionale de soutien à l'électromobilité » adopté dans le cadre de l'actualisation du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route en faveur de l'électromobilité, par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021 et des conditions suivantes.

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° **CP 2022-082 du 23 mars 2022**, la région Île-de-France a décidé de soutenir le Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France-**SIGEIF** pour la réalisation de l'opération suivante : **ELECTROMOBILITE - SIGEIF - INSTALLATION - SUBVENTION N°7**.

L'opération consiste d'une part en la **mise à niveau de 11 anciennes stations Autolib**, et l'**installation de 113 nouvelles bornes** sur le territoire de **9 communes** :

- **Yvelines (78) : Maisons-Laffitte,**
- **Essonne (91) : Verrières-le-Buisson,**
- **Hauts-de-Seine (92) : Bagneux, Suresnes**
- **Seine-Saint-Denis (93) : Bondy, Rosny-sous-Bois ;**
- **Val d'Oise (95) : Argenteuil, Saint-Gratien, Villiers-le-Bel.**

Et d'autre part en la réalisation **d'une étude stratégique d'implantation d'IRVE** sur la commune des **Loges-en-Josas dans les Yvelines (78)**.

Le descriptif complet de l'opération figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » (**référence dossier n°22002216**) de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel subventionnable s'élève à 2 122 134 € HT, soit un **montant maximum de subvention de 1 061 067 €**.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.



## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter la réglementation nationale (Code de la route) et les préconisations du CEREMA en la matière.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 15 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité : installation ou mise à niveau d'infrastructures de recharge pour les véhicules électriques, à en assurer la gestion et l'entretien.

À la livraison du bien subventionné, le bénéficiaire s'engage à fournir, dans un format compatible avec la base de données régionale, les API contenant les données statiques et dynamiques des IRVE, dont le détail est précisé en annexe.

### **ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)**

Le bénéficiaire s'engage à ce que soient recrutés 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois, répartis en son sein ou chez son prestataire.

Le bénéficiaire saisit ces offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES**

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

## ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Ainsi, si le bénéficiaire met en place une action de communication (communication de chantier par exemple), cette communication inclura la mention « action cofinancée par la région Île-de-France » et l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire s'engage également à appliquer le **logo régional** sur les futures bornes de recharge, conformément à la charte graphique régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

La Région pourra utiliser les données statiques et dynamiques liées aux IRVE subventionnées, afin de mettre à disposition de manière ouverte une cartographie des IRVE en IDF.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

## ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

### ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande complète de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la présidente de la Région, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente de la Région. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

### ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

#### ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche, ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux conforme au plan d'ouvrage exécuté et annexé.

Le solde de la subvention sera par ailleurs soumis à l'obtention du Label régional pour les IRVE selon les dispositions de la politique régionale en faveur de l'électromobilité.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Le versement du solde est également subordonné à la production de 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

### ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

### ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution de la subvention par la commission permanente régionale, et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution, par la commission permanente régionale, de la subvention au bénéficiaire.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les

obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention).

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet ».

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le président du SIGEIF

## **ANNEXE 1 : Critères du label régional pour les IRVE**

Toutes les IRVE subventionnées par ce dispositif doivent respecter les critères du label régional pour les IRVE. Toute IRVE subventionnée devra obtenir le label une fois mise en service.

Le label régional pour les IRVE garantit d'une part une qualité de service minimale aux usagers et d'autre part aux maîtres d'ouvrage une visibilité des IRVE labellisées.

Pour être labellisées, les IRVE devront respecter l'ensemble des critères suivants :

### **a. CRITERES TECHNIQUES :**

Les IRVE labellisées devront :

- être situées en Île-de-France ;
- être sur le domaine public ou être physiquement accessibles au public, y compris moyennant une autorisation ou le paiement d'un droit d'accès ;
- être associées à des place(s) de stationnement identifiée(s) et signalée(s) ;
- respecter les termes du décret n° 2017-26 et notamment disposer d'un système de paiement à l'acte et d'identification du contrat de service de l'utilisateur ;
- disposer d'un système de supervision à distance de l'IRVE et de la recharge permettant le paramétrage et la gestion des accès, le contrôle de fonctionnement, le suivi des charges, et de communiquer l'information de localisation, de fonctionnement (opérationnelle ou en panne) et d'utilisation de l'IRVE ;
- disposer d'un système permettant le moment venu de donner des consignes de modulation de la puissance maximale des IRVE.

### **b. CRITERES « SERVICES ET ITINERANCE DE LA RECHARGE »**

Les IRVE labellisées devront être accessibles à tout opérateur de mobilité, permettant un accès « sans frontière » au sein de l'IDF. Elles devront ainsi partager les données suivantes de manière ouverte et gratuite :

- la géolocalisation des IRVE ;
- la puissance et le type de prises disponibles ;
- la disponibilité des points de charge ;
- toute information de non fonctionnement (de manière immédiate) ;

Les IRVE labellisées devront également :

- permettre l'itinérance de la recharge sur la totalité du territoire francilien par une connexion à une plateforme d'interopérabilité du type GIREVE ;
- permettre aux opérateurs de mobilité d'accéder de manière ouverte à tous les services proposés par la borne.

### **c. CRITERES « DISPONIBILITE ET MAINTENANCE »**

En termes de disponibilité, les garanties suivantes devront être apportées :

- le cumul de temps en défaut d'une station de recharge ne peut pas être supérieur à 8 jours/an ;
- les sessions de recharge des véhicules autorisés ne sont pas interrompues avant la fin de la durée prévue, du fait de l'IRVE, dans 95% des sessions de recharge sur 1 an.

Les IRVE labellisées devront :

- être sous contrat de maintenance tout le temps de la labellisation. Ce contrat devra au minimum prévoir :
  - une correction des anomalies majeures :
    - dans les quinze (15) minutes par téléopération pour les corrections des anomalies concernant le système permettant l'autorisation d'accès à la recharge, le verrouillage ou le déverrouillage du socle ou connecteur d'un point de recharge,
    - dans les cinq (5) jours ouvrés les autres anomalies de matériel ;
  - partager de manière ouverte et gratuite, en cas de panne, dans la limite d'un jour ouvré une information sur la date de remise en état de l'IRVE ;
  - un dispositif permettant à un usager de signaler une panne ;
  - un centre d'appel téléphonique dont le numéro est affiché dans la station de recharge et accessible 24h/24 et 7j/7.
- permettre, ainsi que la supervision, de contrôler le fonctionnement effectif des éléments principaux (disjoncteur, communication, etc.) afin de déclencher une intervention de maintenance afin de garantir une vraie disponibilité auprès des usagers.

d. CRITERES « COMMUNICATION DES DONNEES »

Les IRVE labellisées devront :

- partager de manière ouverte et gratuite tout changement de donnée dynamique d'un point de recharge (puissance maximale disponible...), en moins d'une (1) minute ;
- permettre de notifier aux utilisateurs (SMS, application...) ou à leur opérateur de mobilité les interruptions de recharge éventuelles ;
- permettre d'envoyer au client le compte-rendu de recharge (CDR) d'une session aussitôt que possible et en tous cas conformément au contrat commercial. Le CDR contient toutes les informations convenues par contrat, notamment les paramètres de calcul du prix de la session de recharge et si possible ce prix, ainsi qu'à minima la durée totale de la session et le nombre de kWh délivrés.

En octroyant le label, la Région offre de la visibilité aux bénéficiaires en référençant les points de charge répondant au référentiel sur une carte régionale ouverte (open data). Elle pourra également valoriser les détenteurs du label lors de campagne de communication grand public ou de séminaires professionnels.

Si, après octroi de la subvention, le bénéficiaire modifie les caractéristiques ou le niveau de service fourni par ses IRVE, il doit en informer la Région, qui se réserve le droit de suspendre la subvention si les critères du label ne sont plus respectés.

Si dans les 5 ans qui suivent le versement du solde de la subvention régionale, une IRVE subventionnée ne respectait plus les critères du label régional pour les IRVE, la Région pourra demander le remboursement de tout ou partie de la subvention au bénéficiaire.

## **ANNEXE 2 : Données à transmettre à la Région**

Afin de pouvoir faire figurer les IRVE subventionnées et labellisées sur la cartographie régionale, le bénéficiaire transmettra à la Région, via une API, toutes les données statiques et dynamiques utiles à l'utilisateur.

Il s'agira notamment des données suivantes :

- géolocalisation des IRVE ;
- nom du réseau ;
- puissance maximale disponible ;
- type de prise ;
- disponibilité en temps réel des points de charge ;
- information liée à une éventuelle indisponibilité en temps réel ;
- tarification de l'opérateur de recharge ;
- types de paiement autorisés ;
- services fournis (réservation...).

La liste pourra être complétée par la Région.

La Région précisera au bénéficiaire le format attendu.

## **Annexe 11 : avenant Convention RN36**



**AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE À L'OPÉRATION :**  
***Création d'un giratoire entre la RN36 et la RD235 et aménagement de celui avec la RD231***  
***(carrefour de l'Obélisque) en Seine-et-Marne***

**ENTRE :**

L'État, représenté par Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, sis 29 rue Barbet de Jouy, 75700 Paris Cedex 7, dénommé ci-après « le maître d'ouvrage »

**ET**

La région Île-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ou son délégataire et agissant en application de la délibération n° CP..... du.....

Vu la délibération n° CP 2017-147 du 17 mai 2017 approuvant la convention de financement relative à l'opération Création d'un giratoire entre la RN36 et la RD235 et aménagement de celui avec la RD231 (carrefour de l'Obélisque) en Seine-et-Marne

Vu le règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France prorogé par la délibération n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021.

Il est convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour objet de modifier :

- L'article 6.2.2 : « CADUCITE », paragraphes 3 et 4.
- L'article 7 : « CALENDRIER DE RÉALISATION ET DE VERSEMENT DES FONDS DE CONCOURS ».

## **ARTICLE 2 : CADUCITE**

Les paragraphes 3 et 4 de l'article 6.2.2 sont annulés et remplacés par les dispositions suivantes :

[...]

« S'agissant d'une opération ayant donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, la date de caducité qui s'applique est celle du premier acompte. »

## **ARTICLE 3 : CALENDRIER DE RÉALISATION ET DE VERSEMENT DES FONDS DE CONCOURS**

L'article 7 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le démarrage des travaux de la phase 1 (création d'un giratoire RN36/RD235) a commencé en 2018 pour une durée de 24 mois. Le démarrage des travaux de la phase 2 (restructuration du giratoire RN36/RD231 dit carrefour de l'Obélisque) est prévu à l'été 2022 pour une durée de 12 mois.

En conséquence, le calendrier prévisionnel de titres de perception envers la Région Île-de-France et de mise en place des crédits de paiement de l'État est le suivant : versement des fonds de concours à hauteur de 1 562 500 € en 2018, 1 000 000 € en 2023, 937 500 € en 2024. »

## **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT**

Le présent avenant n°1 prend effet à compter de son vote par la commission permanente n° CP 2022-082 du 23 mars 2022.

## **ARTICLE 5 : DISPOSITIONS DIVERSES**

Les autres dispositions de la convention de financement approuvée par délibération de la commission permanente n° CP 2017-147 du 17 mai 2017 demeurent inchangées.

Le présent avenant est établi en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait à Paris, en deux exemplaires, le

|   |                                      |
|---|--------------------------------------|
| La Présidente du conseil régional d'Île-de-France | Le Préfet de la région Île-de-France |
| Valérie PECRESSE                                  | Marc GUILLAUME                       |